

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Responsabilité Civile en dehors du Contrat et du Délit ou du Quasi-Délit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 17 Juin 1921, à 2 h. 30

PAR

Jean TAFPE

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. DEMOGUE.

Suffragants : M. CAPITANT.

M. LÉVY-ULLMANN.

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

LA RESPONSABILITÉ CIVILE
EN DEHORS DU CONTRAT ET DU DÉLIT
OU DU QUASI-DÉLIT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Responsabilité Civile en dehors du Contrat et du Délit ou du Quasi-Délit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 17 Juin 1921, à 2 h. 30

PAR

Jean TAFFE

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. DEMOGUE.

Suffragants : M. CAPITANT.

M. LÉVY-ULLMANN.

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- POTHIER, *Traité des Obligations*, 1^{re} partie, Chap. 1^{er}, De l'essence des Obligations.
- MARCADE, *Explication du Code Napoléon*, 6^e Edition, Des Obligations conventionnelles.
- TOULLIER, *Le Droit civil français*, 6^e Edition, Des Obligations t. III.
- DURANTON, *Cours de Droit français 1830*, t. X, Des Contrats et des Obligations conventionnelles.
- DEMANTE & COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de Droit Civil*, 2^e Edition, t. V.
- LAROMBIÈRE, *Théorie et pratique des Obligations 1857*.
- DEMOLOMBRE, *Cours de Code Napoléon*, 3^e Edition XXIV, *Traité des Contrats*, t. I.
- LAURENT, *Principes de Droit civil*, 1878, t. XV.
- BEUDANT, *Cours de Droit civil*, Les Contrats et les Obligations.
- AUBRY & RAUX, *Droit civil français*.
- KOHLER, *Archiv. für Bürgerlichesrecht 1897* (Das obligations interesse)
- RYCK, *Die Obligatio*.
- WINDSCHEID, *Pandekten*.
- KLEINE, *Genügte affectionnis interesse bei Geltenmachung Civils Forderungen rechts*.
- UNGER, *Iarbucher des Hentigen Römischen und Deutschen Privatrechts*.
- ENDEMANN, *Einführung in das Studium des Bürgerlichen gesetzbuchs*.
- IHERING, *Œuvres choisies*, Trad. de Molenaere.
- DORVILLE, *De l'intérêt moral dans les Obligations*. Thèse Paris 1901.
- JENKS, *A digest of english civil law*.
- POLLOCK, *Principles of contract*, 5^e Edition.
- PACIFIZI MAZZONI, *Instituzioni di diritto civile italiano*.
- IMBRECQ, *L'automobile devant la justice*.
- DEMOGUE, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1912. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1913.

DROZ, *Commentaire des Polices d'Assurances contre le Risque d'Incendie.*

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Du Contrat de louage.*

PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II.

PERREAU, *Du rôle de l'habitude dans la formation du Droit Privé.*
Revue trimestrielle de Droit civil 1918. — *Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence.* *Revue trimestrielle de Droit civil* 1914.

BULOW, *Das Gestandnisrecht.*

SCHLOSSMANN, *Der Vertrag.*

BOUCHER, *Des Obligations naturelles*, Thèse Douai 1880.

GUIGOU, *Les Obligations naturelles en Droit romain et en Droit français*, Thèse Caen 1893.

SERRIAU, *Essai sur les Obligations naturelles*, Thèse Paris 1906.

BARRAUD, *Obligations naturelles*, Thèse Paris 1907.

BAUDET, *Essai d'une théorie générale des Obligations naturelles*, Thèse Lille 1909.

JONESCO, *Obligations naturelles*, Thèse Paris 1912.

BARREAU, *Les Obligations de conscience en Droit Civil*, Thèse Caen 1915.

GENY, *Science et Technique en Droit privé positif. Méthode d'interprétation et source en Droit privé positif.*

LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN DEHORS DU CONTRAT ET DU DÉLIT OU DU QUASI-DÉLIT

INTRODUCTION

C'est après quelques tâtonnements que nous sommes arrivés à fixer tel qu'il est le titre de cette étude. Nous en avions d'abord choisi un autre qui présentait sur celui-ci quelques avantages notables, et notamment celui d'une plus grande concision. Il avait bien, il est vrai, l'inconvénient d'une équivoque aléatoire possible — car concis n'est pas toujours synonyme de précis ; — mais le risque était petit, et il eut suffi de quelques mots d'explication en bonne place pour la réduire à néant. Aussi aurions-nous sans doute fini par l'adopter, si des observations sérieuses, qui nous furent présentées et auxquelles nous avons cru devoir nous rendre, ne nous avaient détourné de cette idée.

La nouvelle appellation n'est pas non plus cependant à l'abri de tout reproche. Elle est longue, lourde, et comporte la difficulté de maniement inhérente à toutes les périphrases.

Celle-ci étant admise toutefois, afin de corriger cet inconvénient dans la mesure du possible, nous prendrons l'habitude

dans toute la suite de nos développements, pour plus de commodité et de simplicité, et aussi pour les opposer aux rapports d'affaires, de nommer ces rapports, à l'origine desquels on ne reconnaît communément l'existence d'aucun contrat, ni d'aucun délit ou quasi-délit dans les termes ordinaires de la loi, des « rapports mondains ».

Dans ce but, nous allons dès maintenant apporter quelques précisions touchant cette notion, et ce faisant, nous aurons du même coup souligné tout l'intérêt et toute la portée de l'idée enfermée dans le titre de ce modeste ouvrage.

Que faut-il donc entendre par « rapports mondains » ?

Disons tout de suite, que notre intention n'a pas été d'appliquer notre sujet à ces relations spéciales que leur nature cantonne dans une catégorie sociale déterminée — coterie plus ou moins exclusive, à critère d'argent, de belles manières, d'élégance, etc... — dont notre vanité, suivant les cas, s'honore d'être ou de ne pas être et qu'un langage déjà ancien consacre d'un mot unique : le Monde. En effet, enfermé dans ce cadre artificiel et étriqué, il n'eut eu qu'un intérêt bien limité. Ce que nous avons voulu, au contraire, c'est le faire porter sur un champ plus large et plus vivant où l'incidence juridique, si l'on peut ainsi dire, trouverait à s'exercer plus pleinement. Dans notre conception, tout homme, à un moment donné, quel que soit son rang dans l'organisme social, peut avoir à nouer, et noue réellement, avec un quelconque, des « rapports mondains ». De cette façon, on le voit, le personnel de ces rapports devient aussi nombreux que les individus, et leurs limites reculent jusqu'à celles du milieu social lui-même.

Leur fréquence aussi est théoriquement illimitée. Elle variera cependant avec le caractère de sociabilité de chacun. Très nombreux pour les individus que leurs sentiments ou leurs besoins portent plus particulièrement vers leurs semblables, ces rapports tomberont à une proportion infime pour tous ceux que leur nature incline à l'égoïsme ou à l'éloignement des autres hommes. C'est ainsi que dans une société à organisation individualiste, les « rapports mondains » seront à coup sûr, beaucoup plus rares que dans une société où les sentiments altruistes sont très développés. Mais toujours des influences extérieures, diverses et variables, viennent heureusement compenser ces tendances plus ou moins profondes. C'est pourquoi, quoiqu'on dise, nous ne pouvons pas nous résoudre à croire qu'absolument parlant, dans nos sociétés démocratiques modernes, pourtant si imprégnées d'individualisme, la sociabilité, l'urbanité ou la courtoisie, se trouvent aujourd'hui, par rapport au passé, en réelle régression.

Examinons maintenant très succinctement, au passage, quelle est la nature de ces relations, de ces rapports. Supposons qu'un ami m'invite à aller passer deux mois d'été chez lui à la campagne. J'accepte. Aurai-je conclu un contrat dans les termes du droit ? Ou bien devra-t-on dire qu'il ne s'agit là de rien de juridique et que mon ami ne peut être tenu de réaliser l'offre qu'il m'a faite, qu'il n'est pas obligé de tenir sa parole ?

Ce sont là des rapports de pur fait, répond-on communément.

En effet ces rapprochements opérés par le fait de l'obligance, de la courtoisie, des usages courants de la vie, ne

paraissent pas devoir créer *ipso jure* une situation juridique. Ils se forment de plus sans le secours d'aucune formalité extérieure apparente.

C'est pourquoi on en a presque unanimement conclu que nous étions bien là en face de simples rapports de fait, auxquels le droit ne devait à aucun degré accorder de sanction.

Nous verrons par la suite ce qu'il y a lieu de penser de cette opinion généralement admise.

Il nous reste enfin quelques mots à dire de la portée sociale de cette question. Dans l'ordre de ses rapports avec la loi positive d'abord, nul doute qu'elle ne soit d'une importance très réelle. Il suffira pour nous en convaincre de citer ce passage de M. Gény, le savant maître de la Faculté de Droit de Nancy : ... croire que ces pratiques (obligeance, courtoisie, usages) malgré qu'elles n'aient pas un caractère obligatoire restent sans intérêt pour l'organisation des rapports du droit privé « serait oublier que ces rapports sont dans une étroite dépendance de tout l'ensemble social, plus généralement même de cette nature objective des choses que le jurisconsulte ne doit jamais perdre de vue, la loi et la coutume travaillent elles-mêmes constamment sur ce tissu complexe de la vie sociale, sans lequel la plupart de leurs dispositions resteraient incompréhensibles et vaines ». (1)

Mais si les usages, la convenance, la politesse jouent un grand rôle dans l'élaboration du droit, leur contribution à l'harmonie sociale est plus considérable encore. Que penser en effet d'une société dans laquelle les rapports entre indi-

(1) GÉNY, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, p. 279.

vidus auraient pour règle unique la loi positive ? Qui ne s'aperçoit de quelle cause de perturbation ou de rigorisme insupportable, suivant les cas, cela serait ! Le milieu social deviendrait un champ clos où s'affronteraient sans cesse les intérêts en rivalité. Ce serait l'anarchie entre individus, le retour fatal à la barbarie initiale des sociétés. Tandis qu'avec le concours de la complaisance, de la courtoisie, de ces pratiques usuelles nées d'une longue cohésion sociale, ces difficultés, ces risques d'hostilité et de heurts sont réduits à leur minimum. C'est, tout à la fois, l'huile dans les rouages de la machine complexe, l'atmosphère tiède d'un foyer, le trait d'union des égoïsmes, et aussi le feutre mou qui empêche la porte de battre trop durement, quand le conflit est devenu inévitable. L'influence de ces pratiques journalières, sur les rapports sociaux, malgré leur caractère éminemment facultatif apparaît ainsi comme un véritable bienfait. Il eût été bien difficile, dans ces conditions, de ne pas admettre qu'ils doivent exercer sur le domaine du Droit une certaine action, qu'ils puissent marquer sur ses institutions leur marque particulière.

Nous étudierons, au cours des développements qui vont suivre, la nature et la profondeur de cette influence.

Nous avons cru utile, dans cette introduction, de préciser d'abord le sens de la notion de « rapports mondains » et aussi d'en souligner l'importance. Il convient maintenant, dans ce sujet, de circonscrire l'objet du problème que nous nous proposons d'examiner.

Pour cela, faisons intervenir dans ces rapports tels que nous les avons constatés, une question de responsabilité civile.

Supposons qu'entre deux personnes, n'ayant eu préalablement entre elles aucun rapport juridique, vienne à s'élever un différend au sujet des conséquences d'un fait dommageable dont l'une s'est rendue coupable envers l'autre.

X par exemple, pour son seul agrément et pour faire une promenade, monte dans l'automobile d'Y, son ami, ou d'un tiers quelconque qui par complaisance l'en avait prié, ou qui sur sa demande avait simplement accepté qu'il y montât. En cours de route X est victime d'un accident, X devra-t-il mettre en cause le propriétaire du véhicule, suivant le droit commun de la responsabilité délictuelle ? Ou bien pourra-t-il le charger de la responsabilité de l'accident comme s'il était intervenu entre eux un véritable contrat de transport ? (1)

Le cas est seulement typique ; mais nous pourrions en citer une foule d'autres. Tous les actes de la vie sociale pouvant se ramener à une intention d'obligeance, de courtoisie ou accomplis conformément à des usages non obligatoires, sont susceptibles, en effet, à un moment donné de poser les mêmes questions.

Cet aspect particulier du chapitre des « rapports mondains » présente encore, on le voit, suffisamment d'ampleur et d'intérêt. D'autre part le problème ainsi posé est plutôt mal connu chez nous. Nos jurisconsultes, au cours de leurs traités, s'en sont peu occupés, ou bien l'ont même complètement négligé, laissant à d'autres le soin de le résoudre.

A l'étranger, par contre, et surtout de l'autre côté du

(1) La question est des plus intéressantes depuis que la jurisprudence de la Cour de Cassation dispense le transporté de faire la preuve de la faute du transporteur.

Rhin où la forme des esprits est analytique et scrupuleuse, le « rapport mondain » a été étudié avec une probité et une minutie à laquelle nous devons rendre hommage. Nous nous expliquerons sur ces travaux intéressants, ainsi que sur les commentaires de nos auteurs, dans le premier chapitre de la première partie de cet ouvrage.

Nous passerons ensuite en revue les décisions que nos Tribunaux ont rendues sur la matière.

Dans une deuxième partie, enfin, nous rechercherons si la situation juridique faite à ces rapports est vraiment la meilleure, techniquement et socialement, ou si d'autres moyens de protection que ceux prévus par la Doctrine et la jurisprudence, ne pourraient pas être utilement préconisés.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les rapports mondains dans la doctrine

Section I. — LA DOCTRINE FRANÇAISE

La Doctrine Française a-t-elle, dans son ensemble, mesuré l'importance réelle de la notion de « rapports mondains » ? Lui a-t-elle, par voie de conséquence, consacré dans le cadre de l'organisme juridique une place en harmonie avec cette importance ?

Nos recherches et les résultats auxquels elles nous ont conduit, nous permettent très sérieusement d'en douter.

Comment en effet nos auteurs ont-ils envisagé la question ?

Tous, dans le domaine positif, au cours de leurs travaux, ont rencontré sur leurs pas, inévitablement, le « rapport mondain ». Ils l'ont vu, reconnu, isolé des réalités juridiques voisines ; la plupart, lui ont même consacré des commentaires plus ou moins développés. Mais tous aussi, partant de vieux dogmes immuables, s'accordent pour le traiter avec le même dédain, et le rangent uniformément dans la catégorie des actes extra-juridiques auxquels doit être refusée la sanction du Droit.

La pierre de touche qu'ils ont appliquée à cette notion pour éprouver sa valeur juridique était-elle suffisante ? Autrement dit, leur technique est-elle à l'abri de toute critique ?

C'est un point sur lequel nous nous réservons de revenir, en nous étendant, dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Il nous suffira, pour le moment, d'indiquer d'abord la base sur laquelle ils ont appuyé leur analyse et ensuite de passer rapidement en revue les opinions qu'ils ont professées sur la matière.

Nos auteurs français — cette remarque pouvant s'appliquer d'ailleurs à leurs collègues étrangers, dont nous aurons bientôt à nous entretenir — n'ont cru devoir envisager le « rapport mondain » que sous son angle contractuel. Ils ont voulu le juger en le comparant seulement avec le contrat ; et ils se sont demandés s'ils y pouvaient trouver la source d'une obligation véritable.

Il ne peut s'agir ici, ont-ils répondu, que d'une convention extra-juridique, qu'il serait souhaitable certes, dans l'intérêt de la morale sociale et du crédit public, de voir suivie d'effet, mais à l'exécution de laquelle le Droit ne doit ni ne peut prêter le secours de son bras séculier sous forme de contrainte extérieure.

Sans nous attarder à discuter ce point de vue, pour le moins trop absolu, examinons plutôt maintenant la contribution que, sous des formes diverses, nos jurisconsultes ont apportée à cette idée.

Pothier nous dit en propres termes : « Il n'y a que les promesses, que nous faisons avec l'intention de nous engager et d'accorder à celui à qui nous les faisons le droit d'en exiger

l'accomplissement, qui forment un contrat et une convention. Il y a d'autres promesses que nous faisons de bonne foi et avec la volonté actuelle de les accomplir, mais sans une intention d'accorder à celui à qui nous les faisons le droit d'en exiger l'accomplissement, ce qui arrive lorsque celui qui promet déclare en même temps qu'il n'entend pas néanmoins s'engager, ou bien lorsque cela résulte des circonstances ou des qualités de celui qui promet et de celui à qui la promesse est faite. » (1)

Les obligations qui naîtraient ainsi seraient des « obligations imparfaites », c'est-à-dire dépourvues de sanction civile, et qu'il faudrait opposer aux obligations dites « parfaites » sanctionnées par le Droit.

Marcadé considère l'objet de l'engagement « ... si, dit-il, l'objet, sur lequel on est tombé d'accord, n'a rien de juridique, si par exemple, nous nous sommes promis réciproquement que l'un de nous irait chercher l'autre pour faire une promenade ensemble, il y aura bien toujours convention, mais c'est là un acte dont la loi ne s'occupe pas... » (2)

Toullier, dans son appréciation, se rapproche singulièrement des idées de Pothier. Il adopte sans y rien changer sa division en « obligations parfaites » et « obligations imparfaites » et il ne manque pas de ranger nos rapports parmi ces dernières. Cependant, tout en reconnaissant la nécessité de les maintenir hors la loi, il constate comme à regret l'impuis-

(1) POTHIER, *Traité des obligations*, 1^{re} partie, ch. I : De l'essence des obligations, n^o 3.

(2) MARCADÉ, *Explication du Code Napoléon*, 6^e éd. : Des obligations conventionnelles, p. 345.

sance du Droit à les protéger, et avec quelque emphase, il fait appel à la sanction de la conscience et à l'honneur ; « ... celui qui promet avec réflexion quoique sans vouloir conférer le droit d'exiger l'accomplissement de sa promesse, parce qu'il veut qu'on s'en repose sur sa parole, n'en doit pas moins être fidèle à ses engagements, à moins qu'il n'ait de justes motifs de changer de volonté..... les lois, dans ce cas, n'arment pas la justice contre lui, mais elles l'abandonnent au Tribunal sévère de l'opinion et le notent d'improbité par cette sentence accablante : *grave est fidem fallere* ». (1)

Duranton professe : « ... Il faut qu'elles (les conventions) soient faites et arrêtées dans le but d'engendrer des obligations : *animo contrahendæ obligationis*. Ainsi quoique je « convienne » avec vous de la vérité d'un fait ou de la justesse d'une proposition philosophique, il ne saurait naître aucune obligation de ma part d'un tel assentiment : je puis librement nier demain ce dont je tombe d'accord aujourd'hui. Il ne faut pas non plus confondre avec les conventions dont il s'agit, celles que l'on fait souvent dans le commerce de la vie, et qui n'ont point pour objet de lier, d'obliger ceux qui les font ; comme lorsque deux ou plusieurs personnes conviennent d'aller ensemble au spectacle du jour, ou de faire ensemble un voyage, etc. — ces conventions ne renferment qu'une obligation de pure *bienséance* que des circonstances particulières peuvent faire disparaître tout à fait. Seulement si l'une des personnes avait fait pour l'autre, qui ne veut ou ne peut réaliser le projet arrêté, quelques dépenses, elle en

(1) TOULLIER, *Le Droit civil Français*, 6^e éd. : Des obligations, t. III, p. 3 et 4.

devrait être indemnisée par elle ». (1) C'est assurément là une affirmation troublante. Et l'on ne peut s'empêcher de se demander quelle pourrait bien être la source de cette obligation éventuelle à une indemnité, sinon le caractère contractuel de la convention, dont on nous montre ainsi qu'il n'est pas possible, quoiqu'on dise, de l'écarter dans tous les cas.

Et Duranton poursuit, à notre avis, avec raison : « ...ce n'est point non plus une convention obligatoire dans l'espèce du droit, que celle que je fais avec mon fils en lui promettant une montre, un fusil de chasse, s'il remplit ses devoirs, notamment s'il obtient des prix dans sa classe, car bien que la condition prévue se soit accomplie, je ne suis néanmoins que *moralement* obligé, je ne le suis pas suivant les principes du Droit, parce qu'il est évident que je n'ai point entendu donner à mon fils une action judiciaire contre moi pour me contraindre à exécuter une promesse — je n'ai pas fait cette promesse *animo contrahendæ obligationis*, il n'y a là qu'un engagement moral que seuls les devoirs de famille et la bienséance m'obligent à respecter ». (2)

Demante et Colmet de Sauterre rangent, à n'en pas douter, le rapport mondain dans la catégorie qu'ils opposent aux obligations, celle des devoirs, ces « nécessités imposées à l'homme dans l'intérêt d'autrui qui ne donnent cependant à personne le droit d'exiger soit une abstention, soit l'accomplissement

(1) DURANTON, *Cours de Droit français*, 1830, t. x : Des contrats et des obligations conventionnelles, p. 8.

(2) DURANTON, *Ibid.*

d'un fait, en un mot qui ne supposent pas l'existence d'un créancier ». (1)

Larombière invoque lui aussi l'*animus contrahendæ obligationis*, critérium du rapport obligatoire, de la « nécessité juridique ». « ... Il appartient aux circonstances d'expliquer si la convention a été formée pour atteindre à la dignité et à la perfection du contrat, ou pour demeurer dans l'état de faiblesse et d'infirmité de convention simple. » (2)

Il n'y aurait donc pas, au cas de « rapport mondain », de nécessité légale, de « *vinculum juris* », mais seulement un lien de morale, d'honneur, d'équité naturelle.

Laurent cite le passage de Pothier que nous avons transcrit plus haut et l'illustre de quatre exemples empruntés à la jurisprudence. (3) Ces espèces visent des cas où les Tribunaux ont décidé que l'engagement pris ne l'avait pas été avec l'intention réelle de s'obliger, et ne devait par conséquent pas conférer le droit d'en exiger l'exécution en justice. (4)

Huc distingue les obligations civiles parfaites, les obligations civiles imparfaites (qui ne sont autres que les obligations naturelles propres), les obligations naturelles (obligations de conscience ou de convenance dont l'accomplissement

(1) DEMANTE et COLMET DE SAUTERRE, *Cours analytique de Droit civil*, 2^e éd., t. v, p. 2.

(2) LAROMBIÈRE, *Théorie et Pratique des obligations*, 1857, t. I, p. 3 et 4.

(3) LAURENT, *Principes de Droit civil*, 1878, t. xv, p. 483.

(4) Orléans, 3 juin 1842 (Daloz, Dispositions n° 2614, 2°).

Orléans, 23 avril 1842 (Daloz, Obligations n° 45).

Colmar, 31 décembre 1850 (Daloz, 1853, 2, 164).

Cassation 15 janvier 1873 (Daloz, 1873, I, 180). Rf. Laurent, *ibid.*, p. 483-485.

volontaire n'est jamais qu'une pure libéralité) et enfin, en dehors des obligations, certains « entraînements » auxquels on peut vouloir céder par honneur ou par délicatesse, mais en quoi on fait plus que ce que l'on devait, même simplement en conscience, et l'on montre que l'on agit par crainte de l'opinion.

Négligeons ces subdivisions trop subtiles, et recherchons plutôt quel critérium Huc propose pour reconnaître le rapport obligatoire. Or voici d'après lui le moyen. Il faut pour qu'il y ait contrat que les personnes entre lesquelles un accord intervient aient eu en vue un effet égal et juridique. Il cite à ce propos le cas d'une Société de musique ayant uniquement pour but l'amusement des sociétaires sans aucun intérêt pécuniaire, et il dit que les statuts et les règlements de ladite Société ne sauraient dans ces conditions créer entre ses membres aucun lien civil obligatoire, à défaut de l'intention de s'obliger. (1)

Demolombe (2) examine à son tour la question ; mais il la creuse davantage et en passe en revue toutes les faces.

La convention relative à un voyage d'agrément ou d'instruction « n'est point un contrat, oh ! sans doute, et la règle dans de telles applications paraît presque naïve. » Il cite encore le cas de la promesse que fait un père à son fils de lui donner la somme nécessaire pour faire, pendant les vacances, un voyage de récréation. Il n'y a pas là un contrat et cela, ajoute-t-il « est en effet très évident ».

(1) Cassation Belge, 2 décembre 1875, Pas., 76, I, 37.

(2) DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, 3^e éd., xxiv : *Traité des Contrats*, t. I, p. 11, 12.

« Mais on peut supposer des hypothèses où la règle qui nous occupe offre au contraire un intérêt pratique très sérieux : je vais à Lyon, et vous me chargez de faire pour vous dans cette ville une commande chez l'un de vos fournisseurs, je vous le promets et puis j'y manque.

Est-ce seulement un bon office que j'avais promis de vous rendre ? Est-ce au contraire un mandat que j'avais accepté ? La différence serait grande et j'encourrais dans un cas une responsabilité qui ne m'atteindrait pas dans l'autre.

De même Paul vous demande de lui prêter 10.000 francs et, ne sachant pas s'il est solvable, vous me priez de vous dire si vous pouvez faire ce prêt en toute sécurité.

Je vous réponds que je connais Paul, qu'il est solvable, et je vous engage à lui prêter 10.000 francs.

Mais Paul était insolvable, il ne peut pas vous les rendre.

Serais-je responsable ? Oui, si c'est un contrat de cautionnement que j'ai consenti. Non, si je me suis borné à vous donner des renseignements ou même à vous adresser, dans l'intérêt de Paul, une simple recommandation. Comp. Merlin répert. V^o caution, § 3, art. 2015).

..... Ces sortes d'appréciation sont parfois délicates, mais le principe une fois posé, elles ne sont plus qu'une question d'interprétation. »

Ces exemples que Demolombe vient de citer nous apparaissent d'un intérêt singulier pour notre travail. Ils montrent, selon nous, la part d'arbitraire qu'il y aurait à rejeter globalement toutes ces conventions hors de la zone de protection du droit et à les traiter, contrairement à la logique et à l'équité, comme insuffisamment pourvues de ce caractère

légal ou juridique que nous avons vu exiger plus haut au cours de cet examen.

Demolombe termine l'examen de cette question en nous proposant la base de discrimination suivante : « L'objet sur lequel la convention a porté, son importance plus ou moins grande, les circonstances dans lesquelles elle est intervenue et la qualité des parties, telles sont les conditions principales dont il faudra tenir compte pour décider si telle convention a eu lieu en effet *animo contrahendæ obligationis* et si elle constitue ou non un contrat ».

Beudant prétend aussi qu'il faut que les parties en donnant leur consentement aient eu l'intention sérieuse de se lier. Ce qui est l'essentiel, d'après l'art. 1108, nous dit-il, c'est le consentement de la partie qui s'oblige, qui entend s'obliger et se lier. Le simple bon sens dit assez que le consentement, qu'il s'agisse d'offre ou d'acceptation, ne lie pas, ne forme pas convention, s'il est donné dans une intention autre que celle de s'obliger. (1)

Et nous retrouvons ici, à titre d'illustration, une des espèces jurisprudentielles déjà citées plus haut. (2)

MM. Aubry et Rau (3) distinguent à leur tour les devoirs juridiques et les devoirs de pure morale, selon qu'ils sont ou non légitimement et rationnellement susceptibles de devenir l'objet d'une coercition extérieure. Les devoirs de la première espèce constituent seuls des obligations dans le sens du Droit.

En l'absence de précisions sur la matière qui nous

(1) BEUDANT. *Cours de Droit civil*. Les contrats et les obligations. p. 51.

(2) Orléans, 23 avril 1842, S. 1843, II, 383.

(3) AUBRY et RAU, *Droit civil Français*, IV, p. 3, 7, 10, 477.

occupe, l'allusion, que nous trouvons plus loin, à l'inexistence de la convention conclue avec une « personne qui n'y a consenti que par plaisanterie » étant manifestement insuffisante, nous sommes exposés à nous demander, dans quelle catégorie MM. Aubry et Rau ont entendu faire entrer les conventions conclues dans l'ordre mondain : s'ils ont voulu y voir de simples devoirs moraux irrémédiablement privés de coercition extérieure, des conventions pouvant dans certains cas atteindre à la dignité de rapports obligatoires, ou au moins des obligations simplement naturelles, « légitimement et rationnellement susceptibles de devenir l'objet d'une coercition extérieure, mais que le juge n'a pas estimé convenable de reconnaître comme obligations civiles ». La réponse ne nous paraît pas douteuse : « On doit considérer comme telles (obligations simplement naturelles) et non comme obligations civiles, disent en terminant leur énumération des obligations naturelles MM. Aubry et Rau, les engagements que les parties ont qualifié d'engagements d'honneur ou qui, d'après leur intention reconnue, ne devaient pas donner aux créanciers d'action en justice. » Nous nous trouverions ainsi, d'après ces auteurs, non plus en présence de conventions que le droit méconnaît, mais auxquelles au contraire il accorde une protection juridique : celle précisément qui s'attache aux obligations naturelles.

Cette constatation a sa valeur et mérite, dès maintenant, d'être retenue. Nous reprendrons cette idée plus loin, et nous nous attacherons alors à montrer quel parti on en pourrait tirer dans l'intérêt d'une meilleure protection du rapport mondain.

Par quel critérium la Doctrine française s'est-elle dirigée dans les divers commentaires que nous venons de passer en revue ?

La grande majorité des auteurs paraît avoir appliqué aux « rapports mondains » le procédé subjectif. Ces rapports, disent-ils, ne méritent pas la consécration du Droit, parce que dans les conventions auxquelles ils donnent naissance il ne peut y avoir de volonté obligatoire sérieuse, soit chez le promettant, soit chez le stipulant, soit même chez les deux à la fois. Les autres, objectivement, ont invoqué le manque d'intérêt ou l'absence de caractère juridique de l'objet de ces sortes d'engagements. Mais l'opinion presque unanime à laquelle ont abouti tous ces auteurs est formelle : les conventions basées sur les relations mondaines ne sauraient jamais obliger ceux qui y ont été parties.

S'il en était ainsi réellement, si le « rapport mondain » était bien tel qu'on nous le représente, nous n'aurions certes aucune peine à partager cette opinion et nous reconnâtrions, en effet, bien volontiers qu'il ne mérite guère d'être admis dans le cercle juridique. Sans compter que cette situation ne blesserait que bien médiocrement le sentiment d'équité que chacun de nous porte en soi.

Mais toute la question a-t-elle été examinée ? Le rapport mondain ne se borne-t-il vraiment qu'à la promesse d'aller chercher un ami pour faire une promenade, à convenir de la justesse d'une proposition philosophique, ou à promettre à son fils de lui donner la somme nécessaire pour faire, au cours des vacances, un voyage d'agrément ?

N'est-il pas évident au contraire que cette matière n'a été

qu'insuffisamment pénétrée dans notre Droit français et que sauf quelques jurisconsultes qui ont été amenés à pousser plus avant l'analyse, tels que Demolombe et Duranton, la notion de rapport mondain n'a été traitée que d'une façon bien superficielle et fragmentaire ?

Nous allons voir si la Doctrine étrangère a mieux réussi sur ce point.

Section II. — LA DOCTRINE ÉTRANGÈRE

Si la doctrine française s'est peu préoccupée de l'étude du rapport mondain, un pareil reproche ne peut, nous devons le reconnaître, être relevé contre les jurisconsultes allemands.

D'un esprit naturellement épris de méthode et d'analyse, ces froids dissecteurs universels ne pouvaient manquer d'appliquer leurs investigations minutieuses à notre domaine. Plusieurs, parmi les meilleurs, n'ont eu garde d'y manquer et leurs travaux, empreints du plus grand intérêt, méritent ici de retenir quelques instants notre attention.

A la question : dans quelles limites les contrats produisent-ils une action ? Windscheid (1) répond par une distinction des intérêts fondés en droit ou « intérêts légitimes d'après l'appréciation du juge (*berechtigte Interessen*) » qu'il oppose aux « réclamations basées sur un simple caprice (*Wo der Vorderung eine bloße Laune zu Grunde liegt*) ».

Cette théorie apparaît singulièrement large. Chaque fois en effet que le caprice sera exclu rien ne s'opposera à ce que le

(1) *Pandekten*, t. II, p. 4, note 3 ; t. II, p. 205, note 8.

rapport soit sanctionné juridiquement et engendre une obligation civile.

Ryck (1), Kleine (2) et Unger (3) émettent des opinions qui élargissent aussi considérablement le cadre de protection des intérêts humains. Tous trois professent un système d'après lequel ne doivent être exclus de la protection juridique que les intérêts déraisonnables (*unvernünftige*) ou immoraux (*unsittliche*).

De cette façon un rapport mondain quelconque pourvu qu'il ne soit ni immoral, ni déraisonnable, sera sanctionné par le Droit.

Jusqu'ici donc, les conventions relatives à la vie mondaine, sauf les réserves indiquées, restent comprises dans la sphère du droit et jouissent des prérogatives attachées à toute obligation parfaite.

Examinons maintenant deux autres théories qui, l'une et l'autre, traitent le rapport mondain de façon toute différente.

Et d'abord voyons ce que dit Endemann (4). Il prétend non seulement qu'on ne peut trouver, dans les relations mondaines, de société, dans les rapports où interviennent la bonne volonté ou la camaraderie, les éléments d'une véritable obligation, mais encore que ces rapports, ces relations, seraient

(1) *Die Obligatio*, p. 48 et t. I, note 15.

(2) *Genügte affectionnés interessiert bei Gettenmachung Civils Forderungsrechts*, p. 65.

(3) *Iarbücher des Hentigen Römischen und Deutschen Privatrechts*, t. x, p. 58, note 72.

(4) *Einführung in das Studium des Bürgerlichen Gesetzbuche*, p. 475,

incapables d'engager la responsabilité de celui qui aurait failli dans cet ordre à son engagement ou qui aurait commis un fait dont l'autre partie lui demanderait raison en justice. (1)

Arrivons ensuite à Ihering (2). Son système touche celui que nous venons de signaler ; il fait une distinction, ou plus exactement, il détermine négativement les limites de la protection juridique.

Il en exclut ainsi : 1° les rapports de la vie mondaine ou de société, c'est-à-dire nés d'une réunion passagère dans le but de se distraire ou de causer.

Une invitation à une réunion et l'acceptation de cette invitation n'engendrent pour les deux parties aucun effet juridique, même lorsqu'il s'y attache un intérêt patrimonial.

L'invitation d'un ami à aller passer les mois d'été à son château a cependant un intérêt pécuniaire ; mais qui prétendra que si l'invitation vient à être retirée, l'invité a droit au remboursement de ses frais ! Il en est de même de l'acceptation de l'invitation. L'intérêt pourtant ici aussi est non douteux : intérêt d'affection, d'agrément pour l'hôte et ses autres invités « ...mais qui soutiendra qu'alors même que l'invité a promis de la façon la plus formelle et la plus précise de venir, l'hôte aura de ce chef une action en répétition de l'intérêt d'affection ! »

La vie mondaine, nous dit Ihering, est en dehors du Droit, elle exclut par sa nature même la contrainte extérieure.

(1) Cette idée est appliquée par la jurisprudence allemande aux différends élevés au sujet des exclusions de cercles ou d'associations intellectuelles.

(2) *Œuvres choisies*, t. II, p. 192.

2° Les rapports de complaisance, c'est-à-dire la reddition gratuite de services ou l'abandon passager de l'usage des choses.

Eux non plus à son avis n'ont aucun droit à la protection juridique même lorsque l'intérêt est de nature patrimoniale.

Il cite comme exemple la promesse d'enseigner une langue, une science, un art d'agrément. Celui qui a obtenu cette promesse dit-il, a un intérêt considérable à l'exécution de cette promesse, c'est même un intérêt ayant une valeur patrimoniale « et cependant qui voudra soutenir qu'il faille lui accorder une action en exécution de cette promesse ; » et il explique : d'après les circonstances, la promesse n'avait pas un caractère d'affaire juridiquement obligatoire, mais un caractère purement amical et comme tel n'obligeant pas.

Ihering ajoute que ce qui est vrai des prestations de services l'est également de la promesse d'abandon passager de certaines choses.

3° Les rapports dans lesquels la promesse faite ne présente point d'intérêt pour le stipulant.

Il cite l'exemple d'un malade qui, pour remédier à une maladie nerveuse, promet à son médecin de s'abstenir de faire de la musique. Y a-t-il là de quoi créer une obligation valable ? Evidemment non, et l'on ne conçoit pas, en vérité, que le médecin jouisse du droit d'invoquer au moyen d'une action la promesse qu'il a obtenue de son malade.

Kohler enfin comme Ihering commence par nier le caractère juridiquement obligatoire du rapport mondain. Ainsi, par exemple, la promesse d'assister à un dîner ou à un bal, ne constitue pas, d'après lui, un contrat quel que soit l'intérêt

moral que la maîtresse de maison puisse trouver à ma présence. De même l'engagement que pourrait prendre un fiancé à l'égard de sa fiancée ou de sa belle-mère, de rester tranquillement à la maison au lieu de sortir, de donner de ses nouvelles une fois par semaine, de ne pas fumer, quelque sérieuse que soit l'intention du promettant, ne saurait le lier civilement.

Mais Kohler ne s'en tient pas là. Ses scrupules l'entraînent plus loin et plus au fond. Il fait une distinction logique entre les véritables obligations civiles et celles qui, à raison de leur nature et de leur milieu d'origine, n'en ont que l'apparence et ne peuvent de ce fait participer à la vie juridique.

Il faudra donc fixer les caractères des unes et des autres, et pour cette discrimination, il propose à notre esprit les critères (symptom) suivants :

Les obligations civiles se reconnaîtront à :

1° La rétribution des services, parce que dans la vie des affaires, on n'a pas coutume d'agir gratuitement.

Peu importe d'ailleurs que la rétribution ait lieu en espèces, en nature ou au moyen d'autres services.

2° Une finalité professionnelle ou tout au moins momentanément intéressée.

Kohler illustre ce deuxième « symptom » de deux exemples : un conseil médical donné aux Eaux par un médecin voisin de table suivant un traitement en même temps que vous, ne doit pas être considéré comme une véritable consultation et n'entraînera pas les effets juridiques ordinaires. De même il ne peut être question de contrat de transport quand un cocher ramène en voiture chez elle sa bonne amie.

3° Le caractère sérieux et précis de l'engagement.

4° Un rapport d'affaires et non des relations mondaines ; les engagements pris dans ce dernier état n'obligeant pas civilement.

Ainsi, nous dit Kohler, se charger dans le monde, et comme homme du monde, de découper une pièce de gibier, d'interpréter un passage d'un auteur grec, de commenter la *Divine Comédie* ou de faire une conférence de droit n'engendre aucun effet civil.

Quant aux obligations engendrées par les rapports mondains, elles pourront exceptionnellement être sanctionnées par le Droit suivant l'importance ou le caractère du service, les circonstances particulières dans lesquelles il a été rendu ou promis...

Ainsi quand le médecin suivant un traitement aux eaux dont nous avons parlé plus haut, dépasse le simple conseil et entreprend un traitement nouveau de ma jambe malade, dans des circonstances qui me font adopter ce médecin et abandonner celui qui me soignait auparavant ; ainsi aussi quand, me trouvant dans une société, je m'engage à faire transporter chez elle une dame subitement tombée malade ; quand je m'engage à poser comme amateur avec des modèles professionnels pour une composition picturale, ainsi encore quand un ami à moi, compositeur, m'a promis son concours, concours d'une importance telle que, sans sa présence, le concert que j'ai organisé serait voué à un échec certain.

Que penser de ces différents systèmes ? Et lequel choisir entre eux comme devant être le plus propre à donner satisfaction en même temps au Droit et à l'Équité ?

Le soin méticuleux avec lequel cette question des relations

mondaines est examinée, constitue un progrès réel sur les commentaires, nous l'avons vu, un peu vagues et insuffisants de la Doctrine française. Tous les aspects du problème sont envisagés scrupuleusement, depuis les rapports mondains de pure complaisance, évidemment dépouillés de toute coercivité, jusqu'aux rapports mondains ainsi nommés seulement à cause du milieu, de l'atmosphère particuliers, dans lesquels ou à l'occasion desquels ils ont pris naissance, et aussi de la qualité des personnes entre lesquelles ils se sont formés, dont on ne voit pas très bien pour quelle raison, à l'encontre des autres rapports de droit, leur serait refusée éventuellement la sanction juridique d'une action.

Parmi ces théories, nous n'hésiterons pas à nous rallier à celle de Kohler comme à la plus ingénieuse et surtout à la plus logique.

Elle est souple, précise, et parfaitement équitable. Le tableau des « symptoms » — simplement indicatif et énumératif — sera en outre du plus grand secours pour le juge à qui naturellement reviendra le soin de trancher les différends nés des relations sociales mondaines.

Dire en effet, comme le fait Ihering, que la vie mondaine, absolument, est en dehors du Droit et exclut, par sa nature même, la contrainte extérieure, nous paraît devoir engendrer dans beaucoup de cas, les conséquences les plus iniques. La vie mondaine, dans ses rapports formels et extérieurs, peut bien être ainsi traitée ; mais il est des pénétrations, si l'on peut dire, des engagements contractés sous ces apparences dont, soit à cause de la volonté qui a présidé à la formation, soit à cause de leur caractère, des intérêts engagés ou des cir-

constances, le Droit serviteur de l'ordre et de la morale sociale ne peut ni ne doit se désintéresser.

Prétendre, d'autre part, en partant de l'interprétation de la volonté des parties, principe qui régit souverainement notre système des contrats, qu'à la base des conventions nouées à l'occasion des rapports mondains, il se trouve, d'une manière générale et comme nécessaire, insérée une condition purement potestative tacite (1), constituerait, selon nous, dans bien des cas un singulier abus de cette règle et une prime immoralement donnée à la déloyauté des parties. Non pas que nous entendions soutenir que la promesse intervenue dans l'ordre de ces rapports doive, dans tous les cas, lier celui qui l'a faite, ce qui serait tomber dans un autre excès, mais parce que nous trouvons en définitive plus conforme à l'idée de justice sociale de n'introduire aucune différence, à l'origine, entre les divers rapports humains, et de dire que tout engagement, quel qu'il soit, oblige d'égale façon celui qui l'a pris, sauf toutefois certaines exceptions à fixer dans chaque catégorie suivant les circonstances qui auront présidé à la naissance de cet engagement. Répudiant ainsi la théorie trop exclusive de Ihering on ne refuserait plus l'effet civil qu'aux rapports dont l'infirmité juridique serait imputable à un manque d'intérêt sérieux chez le créancier de l'obligation, à une volonté non pertinente du débiteur ou à la qualité particulière des parties en cause : tel serait le cas de l'engagement où le débiteur n'aurait pas eu réellement l'intention de s'obliger ; ceux de l'invitation à un bal, du voyage de vacances promis à un collégien par son

(1) DORVILLE, *De l'intérêt moral dans les obligations*, thèse, Paris 1901, p. 344.

père, de la promesse d'un gendre à sa belle-mère ou d'un mari à sa femme de s'abstenir de fumer, de fréquenter le cercle, etc... Les tribunaux saisis du litige en seraient les arbitres naturels ; ils leur appartiendraient après examen, en s'inspirant des règles fondamentales de la matière des obligations et des critères proposés par Kohler, de reconnaître l'existence d'une obligation véritable pouvant donner naissance à une action en justice ou de rejeter hors du Droit la convention qui leur aurait été soumise.

Il nous reste maintenant, pour clore cette revue de la doctrine étrangère, à nous arrêter quelques instants auprès des jurisconsultes anglais et italiens qui ont consacré des commentaires à la question qui nous occupe.

En Angleterre d'abord, nous trouvons notamment Jenks et Pollock.

Jenks (1) est peu explicite. Pour lui un engagement portant purement sur des rapports mondains, par exemple, une invitation à dîner, même suivie d'acceptation, ne produit pas de conséquence légale. Il n'y a de véritable obligation civile que pour les conventions comprises dans les limites de protection de la loi (*act in the law*).

Cette opinion nous est déjà connue. Elle renouvelle celle d'Ihering. Nous avons dit plus haut ce que nous en pensions, nous n'y reviendrons donc pas.

Pollock (2), à son tour, professe une théorie que nous avons rencontrée aussi.

(1) *A digest of english civil law* 1. II, p. 86.

(2) *Principles of contract*, 5^e édition, p. 3.

La convention, nous dit-il, ne peut s'appliquer qu'à des catégories de droits et d'obligations susceptibles d'être déferés à un Tribunal. Il devra donc être dans l'intention des parties que l'objet dont s'agit soit s'il est nécessaire ainsi traité, ou tout au moins celles-ci ne devront pas avoir eu une intention contraire. C'est ainsi que l'engagement intervenu entre deux amis de faire une promenade ou de lire un livre ensemble n'est pas un contrat au sens légal du mot, car il est impossible de prétendre que l'on ait fait naître là une obligation ou un droit nouveaux, pas plus qu'un changement dans une situation juridique préexistante.

Il ajoute en note : dans la plupart des cas de cette espèce d'ailleurs, l'absence d'intention obligatoire de la part des parties suffira à empêcher le contrat de naître ? Il cite à ce propos l'exemple suivant : A invite B à dîner et B accepte. Il y a là une offre de A et l'acceptation de quelque chose à faire par B à la demande de A, spécialement de venir chez A à un moment déterminé ; d'autre part le dérangement et les dépenses de A exigées pour le dîner sont parfaitement dignes d'intérêt. Dans ces conditions comment expliquer que A ne soit pas légalement obligé au jour fixé de tenir prêts mets et boissons à la disposition de B de telle sorte que si A oubliant l'invitation qu'il a faite vient à sortir ce jour-là, B n'aura aucune action contre lui ? Simplement parce que les parties n'ont pas entendu créer une obligation au sens juridique du mot. On pourrait dire peut être, poursuit Pollock, qu'il y a là réellement des contrats et que c'est seulement l'usage social et l'intérêt pécuniaire modique qu'ils mettent en jeu, qui les tiennent éloignés des tribunaux ; mais il vaut mieux admettre l'opinion suivant

laquelle il n'y a pas là de véritable contrat — dont il serait ridicule de vouloir faire la preuve — et cela parce que dans l'esprit de celui qui fait une pareille offre manque justement l'intention d'en faire naître un.

C'est donc l'intention de s'obliger qui ferait défaut pour consacrer juridiquement le rapport mondain.

Nous connaissons cette théorie. Elle n'apporte aucune contribution nouvelle à notre travail.

En Italie, Pacifizi Mazzoni, professe la même opinion. Qu'il s'agisse de promesse ou d'acceptation, nous dit-il, celles-ci doivent être faites avec l'intention sérieuse de faire naître une obligation (*animo contrahendæ obligationis*) et non dans un but de simple complaisance ; ainsi, par exemple, la promesse faite par un père à son fils de lui donner l'argent nécessaire pour faire un voyage, même acceptée par le fils ne constitue pas un contrat et ne saurait engendrer aucune obligation (1).

La conclusion qui se dégage des commentaires plus ou moins longs des jurisconsultes, tant français qu'étrangers, n'est pas dans son ensemble, sauf les réserves importantes signalées à leur place, très favorable aux rapports mondains. On prétend généralement à les rejeter hors du Droit. Les raisons que l'on apporte à l'appui de cet ostracisme, nous l'avons vu, sont, soit d'ordre subjectif et se ramènent à une interprétation de volonté qui ruinerait le principe obligatoire des conventions conclues dans ce domaine ; soit d'ordre objectif et procèdent alors d'une considération particulière de l'intérêt de l'objet ou de la qualité en quelque sorte spécifique du milieu d'origine de ces rapports.

(1) *Istituzioni di Diritto Civile Italiano*, p. 160.

Nous avons à peine indiqué au fur et à mesure de nos développements quel était notre point de vue. Pareille réserve n'a été observée qu'à dessein et parce qu'il était dans notre intention de consacrer plus loin à cette question des développements spéciaux. Nous la reprendrons tout au long dans la deuxième partie de cet exposé, qui traite de l'étude doctrinale de la nature des rapports engendrés par la vie mondaine.

Nous voulons maintenant examiner quel sort a été fait par notre jurisprudence à ces rapports. Ce sera l'objet de notre deuxième chapitre.

CHAPITRE II

Les rapports mondains dans la jurisprudence

Nous venons de voir combien généralement la doctrine se montrait peu encline à admettre l'idée de contrat dans cette matière des promesses auxquelles donne lieu la vie de société.

La jurisprudence adopte-t-elle une attitude différente, et se montre-t-elle mieux disposée à leur égard ? Accorde-t-elle, par exemple, une action en justice pour réclamer l'accomplissement des obligations mondaines ?

Il ressort des nombreuses décisions émises sur la question par nos tribunaux, que dans leur ensemble ceux-ci n'ont point accordé aux rapports mondains un meilleur traitement. Ces décisions inspirées du grand principe de l'autonomie de la volonté n'admettent pas généralement la formation d'un lien contractuel : on ne peut être obligé que quand, de part et

d'autre il y a eu intention en ce sens. Or les relations mondaines sont sur ce point la plupart du temps entachées d'une sorte d'infirmité, de précarité qui retient les engagements nés à leur occasion hors de la sphère juridique pleine, la seule qui comporte le moyen adéquat à leur existence, nous voulons dire l'action en justice.

Mais de cette opinion communément admise par la jurisprudence et qui n'est autre que le reflet de la tendance dominante de la doctrine, devons nous conclure que le rapport mondain soit sans aucune influence dans le domaine juridique ?

Sur ce point, l'examen même le plus rapide des tables de jurisprudence des vingt dernières années suffit immédiatement à nous convaincre du contraire. L'action de ce chapitre des mœurs, en matière juridique est d'une importance certaine. Nous allons voir dans quel sens et avec quel profondeur elle s'est exercée.

Nous distinguerons dans ce travail, pour plus de clarté, d'une part ce que nous appellerons les « rapports mondains purs », et d'autre part les « usages non obligatoires ». Nous examinerons ensuite dans chacune de ces catégories les obligations contractuelles ou délictuelles qui peuvent venir s'y greffer.

Section I. — LES RAPPORTS MONDAINS PURS

Les rapports de cette espèce sont tous ceux qu'engendrent, entre les personnes, les actes de complaisance, de convenance, d'obligeance, de bienséance, de politesse ou de courtoisie.

La jurisprudence dans tous ces cas professe une théorie homogène. Elle décide qu'aucun lien juridique préalable ne reliant ces personnes, il ne pourra naître entre elles, du fait seul de ces actes, aucune obligation contractuelle. Mais que si une question de responsabilité vient à se poser à leur occasion, c'est l'article 1382 qui s'appliquera dans les termes ordinaires du droit commun.

Ainsi lorsqu'aucun contrat de transport pouvant engendrer de responsabilité pour faute contractuelle, n'est intervenu entre le propriétaire d'une automobile et celui à qui il a donné place sur sa demande et à titre de complaisance dans sa voiture, la responsabilité du propriétaire de la voiture ne peut être engagée que s'il est rapporté à sa charge la preuve d'une faute (1).

C'est ainsi aussi qu'une œuvre philanthropique ne sera pas responsable de plein droit des enfants qui lui sont confiés à raison des accidents à eux survenus. (2)

De même, quand un manuscrit a été accepté à titre gracieux par le rédacteur d'une revue, cette acceptation ne constitue pas un lien de droit et l'auteur ne pourra réclamer des dommages-intérêts si son article n'est pas inséré (3).

(1) Trib. Bonneville, 24 juil. 1919, *Gaz. Pal.*, 1919, 2, 151. Voir dans le même sens : Lyon, 28 janv. 1913, *Gaz. Pal.*, 1913, I, 308 ; J. *Le Droit*, 21 août 1913 ; Trib. Com. Nantes, 9 juin 1909 ; rec. Nantes, 1909, I, 389 ; Nîmes, 26 mars 1912 ; J. *Le Droit*, 12 juin 1912 ; Paris, 24 mai 1912 ; J. *Le Droit*, 12 juin 1912 ; Toulouse, 22 juin 1914 ; *Gaz. Trib.*, nov. 1915 ; Trib. Compiègne, 10 mars 1920 ; *Gaz. Pal.*, 1920, I, 507.

(2) Paris, 28 avril 1913, S. 2. Suppl. 36. Voir aussi Cass., 9 juil. 1907, S. et P., 1908, I, 76 ; Cass. 29 déc. 1919 ; *Gaz. Pal.*, 1920, I, 236 ; Grenoble, 10 oct. 1916 ; *Gaz. Trib.*, 2 mai 1917.

(3) Trib. Seine, 9 juil. 1910, D. 1912, 2, 391.

A) *Obligations contractuelles*

Mais si, d'après la jurisprudence, les rapports mondains sont incapables à eux seuls de faire naître un lien contractuel, elle ne refuse cependant pas d'admettre qu'un contrat puisse venir se greffer sur ces rapports et opérer sur eux civilement.

Sans parler des cas où les personnes ont nettement manifesté leur intention en ce sens, il est intéressant de signaler une interprétation typique que nos tribunaux ont faite de cette idée. Il s'agit des devoirs de bienséance. Plusieurs décisions judiciaires ont décidé qu'en présence d'un ami tombé malade sous son toit, une personne qui a mandé un médecin pour lui donner ses soins, doit être considérée comme s'étant engagée par son geste à payer les honoraires dudit médecin ; quelles que soient d'ailleurs les ressources de son ami. Et c'est bien là une véritable obligation civile. Le juge, dans l'esprit duquel le devoir mondain représente ici une obligation naturelle, présume, en contradiction avec les principes du droit civil, que le débiteur a eu l'intention de nover, ou plus simplement peut-être, il crée le lien de droit nécessaire. Ceci pourrait paraître d'autant plus curieux que la jurisprudence décide ordinairement, en pareil cas, que, quand une personne mue par un sentiment d'humanité, fait appeler un médecin, elle ne doit pas être réputée comme s'étant engagée à en payer les honoraires (1). Ce qu'il faut dire, nous croyons, c'est que la juris-

(1) Trib. Toulouse, 2 juin 1904 ; *J. Le Droit*, 9 oct. 1904 ; tribunal Vassy, 29 déc. 1882 ; *Gaz. Pal.*, 1883, 2, 376 ; Trib. de Paix Lannoy, 3 juil. 1911 ; *J. Le Droit*, 4 août 1911 ; Trib. de Paix Courbevoie, 28 mars 1905 ; *J. La Loi*, 1906, p. 146.

prudence s'est surtout préoccupée, dans ces décisions, de la sécurité à donner au médecin. Si celui-ci, en effet, la plupart du temps, connaît bien la personne qui vient le solliciter, il ne connaît pas par contre l'autre, l'ami malade à qui il devra donner ses soins. Celui-ci voudra-t-il ensuite reconnaître les services rendus dans cette circonstance, et consentirait-il à payer les honoraires qui lui seraient personnellement réclamés ? L'humanité était en jeu ; il fallait lever tous les obstacles sur son chemin. C'est ce que la Jurisprudence à l'esprit pratique, s'est attaché à faire.

En dehors de ce cas déterminé, il peut s'en présenter d'autres où le doute s'élève sur le point de savoir s'il y a ou non contrat entre les personnes rapprochées par le rapport mondain.

On devra alors présumer la formation d'un lien contractuel ou quasi contractuel, nul n'étant censé renoncer à son droit. Ainsi, à moins que les circonstances de la cause ne révèlent une intention purement libérale, le médecin ayant des relations mondaines ou d'amitié avec son client, n'est pas censé avoir renoncé au paiement de ses honoraires (1). Ainsi aussi la personne ayant hébergé chez elle un ami malade, bien que la jurisprudence la considère comme s'étant implicitement obligée à payer les honoraires du médecin, ne renonce pas pour cela à recourir contre son ami (2).

Il faut décider de même encore que, quand une automobile

(1) Trib. Annecy, 23 juil. 1887, S. 1889, 2, 45 ; Trib. de la Roche-sur-Yon, 19 juin 1906 ; J. Le Droit, 20 sept. 1906 ; Trib. Seine, 9 fév. 1904 ; Gaz. Pal., 1904, I. 496.

(2) Trib. Toulouse, 2 juin 1904 ; J. Le Droit, 9 oct. 1904.

est mise à la disposition de quelqu'un, la gratuité ne se présume pas (1).

Enfin l'exploitation d'une entreprise par un établissement de bienfaisance, ne faisant aucun bénéfice et dénuée de toute pensée de lucre, implique l'existence préalable d'un contrat de louage d'ouvrage, et met la réparation éventuelle des accidents du travail à la charge du patron (2).

B) *Obligations délictuelles*

De même que nous avons vu qu'un contrat peut venir se greffer sur les rapports mondains, il arrive aussi, et plus fréquemment encore, que ces rapports mondains donnent naissance à des délits ou des quasi-délits générateurs de responsabilité. La jurisprudence l'admet sans réserve.

Les décisions les plus intéressantes en ce sens ont été rendues à propos des transports à titre gracieux en automobile (3). Les tribunaux n'hésitent pas à reconnaître dans ce cas la responsabilité du propriétaire du véhicule, chaque fois qu'une faute peut être relevée à sa charge. C'est en ce sens que M. Imbrecq (4) nous dit : « ...celui qui prend un véhicule pratique

(1) Paris, 24 déc. 1912, S. 1914, 2, 140.

(2) Trib. Vannes, 5 février 1908, S. 1908, 2, Suppl. 34. V. cependant Tribunal Seine, 2 fév. 1912 ; *Monit. Jud.*, Lyon, 5 oct. 1912 ; Douai, 3 nov. 1913, S. 1914, 2, Sup. 18 ; Trib. Lyon, 12 mars 1919 ; *Gaz Trib. Midi*, 7 sept. 1919.

(3) Paris, 24 mai 1912 ; *J. Le Droit*, 12 juin 1912 ; Nîmes, 26 mars 1912 ; *J. Le Droit*, 12 juin 1912 ; Lyon, 28 janv. 1913 ; *Gaz. Pal.*, 1913, p. 308.

(4) *L'Automobile devant la Justice*, p. 40, 41.

d'un usage courant et utilitaire comme le sont maintenant devenues la plupart des voitures automobiles... a droit à toutes les garanties qu'il aurait en tout autre circonstance et a le droit, en conséquence, d'exiger d'être conduit avec prudence et en toute sécurité et serait fondé à rendre responsable le conducteur de la voiture qui, par suite d'une faute de conduite lui aurait causé préjudice... Ainsi, serait responsable le particulier qui offrirait une place à un ami ou à un tiers de ses relations de son voisinage et même inconnu de lui, dans son automobile, afin de lui faire prendre part à une promenade ou de le conduire à une but déterminé (1) ».

Une autre application de cette responsabilité délictuelle greffée sur des rapports mondains a été faite à un patronage qui s'était chargé, à titre bénévole, de la garde d'un certain nombre d'enfants pour leur éviter les dangers de la rue. Celui-ci a pu être déclaré responsable de la mort de l'un d'eux pour surveillance insuffisante (2). Il convient toutefois de signaler ici le subterfuge qu'a employé la jurisprudence afin d'éviter que l'on ne puisse trop facilement charger de responsabilité celui qui, bien que malheureux, a, en somme, agi bénévolement à titre gratuit et pour rendre service. Pour atteindre ce but, il paraît bien qu'elle ait voulu sous-entendre dans les rapports de ce genre, une convention tacite qui devait toujours entraîner pour la victime, l'obligation de prouver la faute de l'auteur de l'acte obligeant. Ainsi, par voie de consé-

(1) Voir en sens contraire : DEMOGUE, *Revue Trimestrielle*, Droit civil, 1913, p. 13.

(2) Trib. Lille, 24 mars 1904 ; J. *Le Droit*, 26 mars 1904.

quence, elle lui interdisait de se prévaloir des présomptions de faute des articles 1384 et suivants du Code civil. (1)

Cette construction de la jurisprudence est d'autant plus curieuse que si, en matière contractuelle, la validité des clauses d'irresponsabilité, exception faite au moins pour le dol et la faute lourde, n'est pas contestée, ces clauses sont au contraire toujours nulles en matière de délit, et ce, parce que les devoirs légaux que sanctionne l'article 1382 sont d'ordre public. (2)

A moins, toutefois, que par extension nos tribunaux aient voulu simplement appliquer ici, le moyen de la clause de non garantie de la matière de la vente, ce qui nous paraît plus probable. Mais alors, jusqu'à quel point peut-on dire que l'assimilation entre des domaines si différents était possible, légitime ? N'est-elle pas bien fragile et même paradoxale ? N'est-elle pas aussi une preuve des embarras auxquels aboutit la détermination dangereuse de rejeter hors du droit les conventions, les engagements qui se nouent journallement dans l'ordre des relations mondaines ? (3)

(1) Nîmes, 26 mars 1912 ; *Gaz. Trib.*, 1912, I, 406 ; Trib. Compiègne, 10 mars 1920 ; *Gaz. Pal.*, 1920, I, 507 ; Paris, 28 avr. 1913, I, 2, 41. S. 1913, 2, Suppl. 36. Voir aussi Bordeaux, 25 mai 1914 ; *Gaz. Pal.*, 1919, 2, 174. En sens cont., Cass., 23 fév. 1897, S. 1898, I, 65.

(2) V. PLANIOL, § 245 et 882. V. aussi Dal. Répert Obligation n° 686. — Dal., Suppl. Responsabilité, n° 273.

(3) Il peut être utile de signaler ici, à titre d'annexe au problème que posent les « rapports mondains » purs, deux nouveaux aspects pratiques de la question, mais qui se présentent sous un angle différent de celui sous lequel nous avons jusqu'à présent examiné ces rapports. Le premier est celui-ci : Le préposé à titre gratuit — un ami, par exemple, qui remplace le propriétaire d'une automobile au volant de sa voiture — peut-il engager, au même titre qu'un préposé salarié, la responsabilité de celui pour lequel il agit, comme si celui-ci était un véritable

Section II. — LES USAGES NON OBLIGATOIRES

Nous laisserons de côté les usages revêtant la forme obligatoire qui, au même titre que les autres préceptes du droit privé, empruntent supplétivement les caractères ordinaires de commandement et de contrainte attachés à la loi (1). Et nous nous bornerons à examiner ici les seuls qui sont susceptibles de nous intéresser, c'est-à-dire les usages n'ayant pas force légale.

De même que les rapports mondains purs, les usages du monde, quel que soit leur caractère plus ou moins fréquent, ne doivent pas engendrer de droit véritable ni donner aucune action. La jurisprudence nous fournit, de cette règle, des exemples intéressants.

C'est ainsi, d'après elle, que malgré un usage constant aucun droit véritable n'existe au profit d'un membre de la famille

commettant ? La jurisprudence répond par l'affirmative (Paris, 30 janvier 1913, D. 14, 2, 31 ; Cass. 11 juillet 1913, *Gaz. Trib.* 1913, 2^o Sem., 1, 120) ; dans une espèce voisine : Nancy, décembre 1896, D. 97, 2, 454). Le second aspect de la question vise le cas de l'occupant à titre gratuit d'un appartement : celui-ci sera-t-il, en cas d'incendie, directement responsable en vertu de l'art. 1733 du Code civil, s'il occupe les lieux pour son propre compte ? Mais s'il est aux lieu et place d'un locataire en titre, sera-ce ce locataire qui devra être déclaré seul responsable, ou bien sera-ce encore en définitive l'occupant précaire ? La question est des plus intéressantes, au point de vue pratique, surtout s'il y a eu une assurance du risque locatif de contractée (V. en effet : DROZ, *Commentaire des polices d'assurances contre le risque d'incendie*, art. 27, p. 156 ; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Du contrat de louage*, n^o 1009).

(1) PERREAU, *Du rôle de l'habitude dans la formation du droit privé*. *Rev. Trim. de Droit Civil*, 1918, p. 260-283.

d'exiger l'inscription de son nom sur un faire-part (1) ; que le quidam qui, en qualité de gentlemen-rider, monte en course le cheval d'un propriétaire, et ne doit, d'après le code des courses, recevoir aucune rémunération, ne peut, s'il est blessé par suite d'un accident survenu à son cheval, exercer de plein droit un recours contre le propriétaire du cheval (2). Il ne pourra pas se prévaloir de l'art. 1385 du Code civil, mais seulement de l'art. 1382 ; c'est-à-dire qu'il devra pouvoir rapporter contre lui la preuve d'une faute.

Les Tribunaux appliquent le même traitement au cas où une personne refuserait de donner à une autre les titres d'usage ; au cas où le patron ayant accordé à ses ouvriers, suivant un usage parisien, de laisser leurs outils dans ses ateliers, un incendie serait venu à se déclarer, au cours duquel ces outils auraient disparu ou se seraient détériorés ; au cas même où il s'agit d'une faculté simplement tolérée par un particulier contrairement à un état de droit, comme il arrive quand un propriétaire laisse des tiers chasser sur ses terres ; malgré qu'il puisse un jour en souffrir un préjudice, ce propriétaire s'il n'a, d'une manière non équivoque, manifesté la révocation de l'autorisation tacite ainsi accordée, ne pourra de plein droit

(1) Trib. Nevers, 20 mai 1903 ; *Gaz. Pal.*, 1903, 2, 66. Et cependant, qui ne s'aperçoit que dans certains cas cette omission peut revêtir le caractère le plus injurieux ? Ainsi, sur un faire-part de décès, ou sur tout autre, les parents du mari ont négligé de faire inscrire le nom de la femme à cause d'une prétendue mésalliance. La femme n'aura-t-elle pas le plus grand intérêt à pouvoir exiger d'insertion de son nom à côté de celui de son mari ?

(2) Trib. Seine, 14 nov. 1912, S. 1913, 2, Supp. p. 19 ; *Gaz. Trib.*, 1913, I, 2, 88 ; Paris, 8 juil. 1913 ; *Gaz. Trib.*, 15 août 1913 ; J. Le Droit, 25 sept. 1913.

poursuivre les tiers chasseurs comme ayant commis un délit de chasse (1).

A plus forte raison, le seul préjudice qu'engendrent des actes, des habitudes, ou des agissements particuliers, consacrés par les mœurs comme certains procédés de critique (2), les pratiques admises de la boxe (3), les tactiques de séduction d'une femme galante (4), les plaisanteries accoutumées en période de carnaval (5), etc., ne suffit pas à donner à ceux qui en ont souffert le moyen d'une action en justice.

Dans le même esprit la jurisprudence refuse d'admettre que le citoyen qui s'est jeté à la tête d'un cheval emballé puisse voir sa demande d'indemnité rejeté à raison d'une prétendue imprudence qu'il aurait commise (6). Elle décide également que l'imprudence grave d'un ouvrier, si elle peut trouver un fondement dans l'usage, ne devra pas être qualifiée : faute inexcusable et ne pourra réduire le taux de la rente en cas d'accident du travail (7).

La conclusion qui se dégage de ces diverses décisions se ramène à l'idée que tous les actes accomplis sur la base de tolérances ou d'usages, généraux ou privés, ne sauraient, par

(1) Douai, 24 mars 1897, S. 97, 2, 240.

(2) Trib. Lyon, 9 déc. 1904, pand. Fr. 1905, 2, 103 ; Trib. Seine, 11 fév. 1908, S. 1908, 2, 219.

(3) Douai, 3 déc. 1912, S. 1913, 2, Supp. 30.

(4) Paris, 17 fév. 1911, S. 1911, 2, 286.

(5) Trib. Paix Paris XIV^e 27 fév. 1902. Pand. Fr. 1902, 2, 281.

(6) Trib. Com. Seine, 3 janv. 1900, S. 1902, 2, 217 ; Trib. Seine, 23 janv. 1913 ; J. *Le Droit*, 25 mai 1913.

(7) Trib. Dunkerque, 24 oct. 1912, S. 1913, 2, Supp. 18.

eux-mêmes, en cas de préjudice, être imputés à leurs auteurs que dans la mesure où une faute peut être relevée contre eux.

A) *Obligations contractuelles*

S'il en est ainsi cependant des usages non obligatoires considérés en eux-mêmes, à l'état pur, et indépendamment de tout accord externe, rien ne s'oppose, et cela ne saurait faire difficulté, à ce que, dans la limite de leur licéité, les usages que nous venons d'examiner puissent devenir l'objet de véritables contrats.

L'usage empruntera alors au contrat sa force obligatoire. Mais il convient de faire remarquer, dans ces cas, que le contrat conservera en quelque sorte la marque de son origine : il ne pourra comporter plus d'effet que l'usage lui-même d'où il dérive (1).

La jurisprudence admet largement ce principe et le consacre dans de nombreuses décisions. En matière de donations et de testaments, nous la voyons permettre l'insertion à l'acte de la condition de non-remariage, quand elle peut se justifier par des motifs raisonnables ; ce qui arrive, par exemple, lorsqu'un legs est fait à une personne qui a des enfants à élever, ou à quelqu'un d'esprit ou de caractère faibles pour qui le mariage serait une réelle infortune. Elle ne serait illicite et contraire aux bonnes mœurs que dans le cas où cette condition serait de nature à entraver la liberté, la faculté naturelle de se

(1) Cf. PERREAU, *Courtoisie, Complaisance et usages non obligatoires devant la jurispr.* *Revue Trim. de Droit Civ.* 1914, p. 506 et 508.

remarier. (1) Elle a validé au même titre le contrat intervenu au terme duquel des pharmaciens s'obligeaient à fermer leurs magasins le dimanche (2), celui aussi où deux boxeurs s'engagent pour un match de boxe. (3)

B) *Obligations délictuelles*

Que les usages soient susceptibles de faire naître, à un moment donné, en raison d'une faute commise, l'obligation de réparer les conséquences du préjudice qu'elle a causé, rien de plus juste, ni de plus logique. Nous allons seulement passer en revue les applications que la jurisprudence fait de cette règle et établir la position de la théorie qu'elle adopte sur ce point, par rapport à celle que nous lui avons déjà vu professer à propos des obligations délictuelles nées des rapports mondains purs. Que décident nos Tribunaux sur cette question des obligations délictuelles dans les usages non obligatoires ?

Nous trouvons qu'en cas de faute, le patron qui a admis que les ouvriers laissent chaque soir leurs outils dans ses ateliers sera déclaré responsable, en cas d'incendie, s'il a commis une faute. (4) Le propriétaire peut être déclaré responsable d'une blessure faite par des chiens à un visiteur ayant pénétré chez lui par la porte laissée ouverte et avec l'autori-

(1) Req. II, nov. 1912, S. 1914, I, 185.

(2) Trib. Auch, 5 nov. 1906 ; *Gaz. Trib. Midi*, 2 déc. 1906.

(3) Douai, 3 déc. 1912, S. 1913, 2, Suppl. 30.

(4) Cons. Prud'hommes Seine, 30 déc. 1912, S. 1913, Suppl. 141.

sation des gens de service. (1) Le sera aussi le propriétaire qui, laissant une disposition des lieux telle que les passants puissent pénétrer chez lui, aura omis de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents susceptibles de se produire. (2)

Sera responsable, au même titre, le propriétaire dans la maison duquel un accident s'est produit par le fait d'un ascenseur ne comportant pas tous les appareils de sécurité que l'état actuel de la science exigeait et que le propriétaire s'était refusé à faire installer. (3)

L'idée qui se dégage ici encore est indéniablement celle d'une bienveillance particulière, marquée par la jurisprudence, dans l'examen de ces situations, bienveillance dont elle veut s'inspirer à cause du caractère primitif et intrinsèque d'obligance et de gratuité dont est empreint malgré tout l'acte dommageable. C'est dans cet esprit que la jurisprudence applique aux obligations délictuelles nées des usages le même traitement de faveur qu'à celles nées des simples rapports mondains. Le procédé d'ailleurs est le même : on présume, au moyen du même subterfuge, la renonciation tacite aux présomptions de fautes des articles 1384 et suivants. Mais une réserve s'impose ici. L'usage n'étant pas de sa nature, comme les rapports mondains, uniformément favo-

(1) Alger, 5 juin 1878, S. 1880, 2, 176 ; Paris, 8 juil. 1903 ; *Gaz. Trib.* 1903.

(2) Requête 1^{er} juin 1881, S. 84, I, 31 ; Requête 1^{er} juil. 1878, S. 79, I. 423 ; Trib. Béziers, 23 juin 1898 ; *Gaz. Pal.* 1898, 2, 363 ; Trib. Paix Paris-XIV^e, 9 avril 1906 ; *Moniteur Jud.*, Lyon, 15-16 août 1906.

(3) Trib. Nice, 20 juin 1912 ; *Gaz. Trib.*, 6 nov. 1912 ; Paris 13 déc. 1918 ; *Gaz. Palais*, 1918-1919, I, 573.

rables à la partie poursuivie, ce sera le caractère plus ou moins effectif et réel de l'obligeance et du bénéfice retiré du service rendu qui déterminera suivant les cas s'il y aura lieu ou non de présumer cette renonciation. Ainsi l'article 1385 ne s'appliquera pas au cas du gentleman-rider, déjà examiné, parce que cette renonciation tacite peut aisément se présumer ici, le service étant double. Il ne s'appliquera pas non plus au propriétaire de bestiaux qui, à raison de l'endroit de leur pâture, n'a pas pu matériellement exercer sur eux une surveillance effective. (1) Dans ces deux cas, la responsabilité du propriétaire ne pourra être engagée que consécutivement à la démonstration d'une faute par la partie poursuivante.

Autre espèce citée par la jurisprudence : pendant une course, le cheval d'un propriétaire en blesse un autre. Seront-ce l'article 1385 qui s'appliquera ou les articles 1382 ou 1383 ? Problème douteux que les deux degrés de juridiction ont résolu différemment. (2)

A côté des obligations délictuelles nées de l'exercice des usages non obligatoires, il y a lieu de dire un mot rapide de celles qu'engendre le refus d'accomplir ces usages quand ils ont un caractère constant suffisant. (3)

Le résultat apparaît nettement quand, sans motifs sérieux, la prestation de ces services est refusée : c'est une injure gratuite à celui qui n'a rien fait pour cela, une espèce de dis-

(1) Civ., 4 fév. 1874, S. 74, I, 273.

(2) Trib. Louviers, 20 mars 1903 ; J. *Le Droit*, 18 juin 1903 (affirmative, art. 1385) ; Rouen, 8 août 1903, S. 1904, 2, 182 (négative).

(3) La même question se pose d'ailleurs dans les mêmes termes pour les actes purement mondains.

crédit jeté sur sa personne. La jurisprudence lui reconnaît le droit d'en demander réparation judiciaire. (1)

Nous avons ainsi fini avec le problème du rapport mondain en jurisprudence.

Nulle part, nous l'avons vu, la question de l'existence possible d'un contrat ne se pose. (2) Le droit qui se forme n'a jamais une source contractuelle. Si pourtant il en est quelquefois ainsi, c'est que les parties ont eu l'intention délibérée de prendre ce moyen pour se garantir contre leur versatilité possible. Or, en l'absence de convention formelle, que reste-t-il comme source des obligations dont nous venons de traiter ? Uniquement la Loi qui érige son commandement par dessus toutes les formes de l'activité humaine ; qui, dans leur silence, les oriente, les discipline et les harmonise pour leur meilleur développement et le bon ordre social. Ce sont les articles 1382 et 1383 du Code qui permettront de régler les conséquences dommageables des rapports mondains. Ce seront eux, et eux seuls : toute autre ressource, nous l'avons vu, et notamment celle des articles 1384, 1385 et 1386, sera invariablement refusée. Quant au surplus, on s'en remettra à l'Équité, norme suprême et dernière, du soin d'exercer, quand il en sera besoin, son influence modératrice et de tempérer ce que ces rapports particuliers, abandonnés au droit commun

(1) Trib. Rethel, 30 janv. 1908 ; *Gaz. Pal.*, 8 mai 1908 ; Chambéry, 22 juillet 1902 ; *Gaz. Trib.* 1912, 2, I, 311 ; Gand, 14 mai 1900, *Pas. Belge*, 1901, 2, 100 ; Trib. Seine, 23 mars 1872 ; *J. Le Droit*, 7 avril 1872 ; Angers, 29 mars 1859, *S.* 59. 2, 77 ; Nîmes, 12 mai 1886, *Pand Fr.* 1886, 2, 292.

(2) V. cependant Trib. Argentan, 19 mars 1913 ; *J. Le Droit*, 31 décembre 1913.

de la responsabilité, pourraient, dans certains cas, comporter de trop absolu, de trop rigide et par conséquent d'inique.

Telle est la théorie assez peu avantageuse, il faut en convenir, qui paraît se dégager de la jurisprudence.

DEUXIÈME PARTIE

Nature juridique du rapport mondain

La théorie de la Jurisprudence est donc bien établie : le rapport mondain pourra donner naissance à une obligation délictuelle, mais non à une obligation contractuelle ; et pour sanctionner ce rapport on n'aura à sa disposition qu'une action éventuelle basée, non pas sur un contrat inexistant en fait comme en droit, mais seulement sur la faute démontrée de celui qui, tout en s'inspirant d'une intention d'obligeance, de courtoisie, ou d'un usage établi, a commis néanmoins un acte dommageable.

Cette appréciation des rapports issus de la vie mondaine aurait assurément un incontestable avantage de simplicité et de netteté. Elle s'accorde en outre avec l'opinion presque unanime de la doctrine qui nie énergiquement aussi, en notre matière, toute application possible du principe contractuel.

Mais une question se pose, sur laquelle nous aurons maintenant à nous étendre : en face de l'importance certaine du rapport mondain et de son influence sur l'organisation sociale, l'idée seule d'obligation délictuelle admise par la jurisprudence et la doctrine, dans les limites que nous avons vues, constitue-t-elle à l'égard de ce rapport une protection suffisante ?

Ne serait-il pas possible au contraire, conformément à l'équité, et sans courir pour cela le risque d'en compromettre plus ou moins gravement l'existence, de faire, dans le Droit et par le Droit, une meilleure place à ces rapports ; de les mettre sous une tutelle juridique plus sûre et plus efficace ?

La réponse à ces questions constituera l'objet de toute la deuxième et dernière partie de cet exposé.

Et d'abord, est-il si sûr que cela qu'en dehors d'une intention formelle des parties le rapport mondain ne puisse pas par lui-même et de son propre pouvoir, engendrer un rapport contractuel ?

Section I. — LE RAPPORT MONDAIN ET LA THÉORIE DES CONTRATS

Qu'est-ce qu'un contrat ? Le Code Civil, dans son article 1101, nous en donne la définition suivante : « Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. »

Plus loin, en poursuivant la lecture des textes, nous trouvons : « quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention : le consentement de la partie qui s'oblige ; sa capacité de contracter ; un objet certain qui forme la matière de l'engagement ; une cause licite dans l'obligation. »

Examinons maintenant une de ces conventions particulières que nous avons vu naître dans les relations mondaines, prises dans leur acception la plus large, c'est-à-dire, rappelons-le, dans celle de rapports établis entre gens rapprochés par un lien de parenté, d'amitié, de courtoisie ou de

simple sociabilité : quelqu'un par exemple a prié un de ses amis chez lui, pour une soirée musicale ; ou bien il l'a invité à passer deux mois d'été chez lui à la campagne.....

Quel est le mécanisme des conventions de ce genre ? Dans l'un et l'autre cas, la partie qui s'oblige aura donné son consentement ; d'autre part, les conditions ordinaires de capacité, d'objet et de cause, étant supposées remplies, on ne voit pas très bien, à défaut de textes spéciaux visant la matière, pour quelle raison le droit commun des contrats ne trouverait pas ici son application.

D'aucuns ne manquent pas de dire : les intérêts en jeu sont si minimes qu'il ne saurait y avoir d'inconvénient sérieux à laisser hors du droit ces situations.

D'autres, plus nombreux, prétendent que les parties ne peuvent avoir, dans tous ces cas, l'intention ferme de s'engager ; autrement dit, le consentement existe, mais c'est un consentement conditionnel, insuffisant.

D'autres encore ne nient pas l'existence du contrat, mais ils professent que le consentement des parties serait vicié dès le début par une condition potestative tacite, une réticence mentale qui mettrait ces conventions à nul effet.

Aucune de ces opinions n'est propre à nous satisfaire et nous avons peine à croire qu'elles puissent procéder d'une juste interprétation des textes du Code cités plus haut.

Où y trouve-t-on, en effet, une considération relative à une fixation quelconque du taux des intérêts en jeu ? Et dans ces conditions sur quoi se fonde-t-on pour exclure de la sphère juridique la convention née des rapports mondains ? On pourrait adresser en outre, à l'objection des tenants de ce sys-

tème, le reproche de pécher par généralisation bien hâtive. Car s'il est vrai que, dans bien des cas, les invitations du type de celles que nous avons citées, ne mettent pas en jeu un intérêt considérable, il peut en être et il en est souvent bien différemment. Et s'il s'agit d'un ami pauvre, dont ce séjour à la campagne économisera son entretien pendant toute la durée de l'invitation ? Et si cet ami, qui a eu confiance, a fait de lourdes dépenses afin de faire honneur à ses hôtes, pendant qu'il serait dans leur maison ? Si, en prévision de cette invitation, il a écarté d'autres projets, demandé un congé, refusé une place avantageuse, etc ?... Il serait facile d'ajouter encore à la liste de ces possibilités.

Qu'arrivera-t-il dans tous ces cas ? Prétendra-t-on encore qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des intérêts engagés ? Négligera-t-on de parti-pris ces situations ? Serait-ce une bonne solution juridique, conforme au principe de justice dans lequel le Droit a ses racines les plus profondes, que de faire ainsi supporter sans recours un préjudice peut-être considérable à celui dont le seul tort serait d'avoir ajouté foi à la parole d'un ami qui lui avait fait une offre normale à laquelle il n'avait aucune raison de ne pas croire et qu'il a ainsi acceptée ? Car la situation est sans issue : ou l'on admet, en effet, l'existence d'un contrat, et alors la victime est indemnisée suivant les règles de la responsabilité contractuelle, ou alors, aucune faute ne pouvant être relevée contre l'ami qui a invité, il ne reste plus rien et, contre toute équité, on refuse d'accorder la sanction du droit à l'engagement intervenu. (1)

(1) Nous avons indiqué à sa place le moyen que préconisait Duranton en pareille occurrence ; nous avons signalé à ce propos qu'il nous pa-

Que penser maintenant de l'objection qui veut que les rapports mondains manquent toujours d'une intention sérieuse chez celui qui s'oblige ou chez celui qui promet ?

Nous nous trouvons encore ici, selon nous, en présence d'une interprétation tendancieuse des textes.

Que faut-il entendre, en effet, par consentement, sinon l'accord des volontés sur un objet commun, accord manifesté par une offre ou pollicitation, d'une part, et par l'acceptation de cette offre ou pollicitation de l'autre ?

Or, dans les exemples cités plus haut, comment peut-on douter, au moment de la convention de l'existence de ce consentement, de l'effectivité de cette offre et de cette acceptation ? L'invitation est formulée et acceptée, soit verbalement, en un seul trait de temps, ou par le moyen d'une lettre, et alors successivement ; mais de toute façon l'accord des volontés est indéniable, et il nous paraît peu raisonnable de venir prétendre contre toute évidence que le consentement n'a pas été sérieusement donné. Pour quelle raison, afin de justifier une variation de volonté postérieure possible, vouloir ainsi rendre inexistants des engagements dont nous avons vu qu'ils ne sont pas toujours dénués d'intérêt, ni même parfois de graves préoccupations ?

On a encore dit qu'il fallait, en présence de ces conventions particulières, sous-entendre, dans le consentement des parties, la condition potestative *si voluero*.

Pouvons-nous admettre une pareille explication ? En effet,

raissait difficile d'admettre qu'en l'absence de faute de l'auteur du dommage, on puisse baser le droit à des dommages et intérêts dont il nous parle sur autre chose qu'une conception contractuelle de ces rapports.

j'ai invité mon ami, musicien consommé, pour une réunion mondaine que je dois donner : « Puis-je compter sur vous, lui avais-je dit ? » et il m'a répondu : « Vous pouvez compter sur moi. » Puis, le jour du concert, il ne vient pas pour une raison quelconque. Où est, dans cet engagement vraiment mondain, la condition potestative qui doit l'annuler ? Et pourtant les partisans de ce système me refuseront toute action, sans égard pour le préjudice tant matériel que moral que ce défaut aura pu me causer. ~

Nous croyons que toutes ces opinions s'égarent en généralisant comme elles le font. Ce qu'il faut décider, c'est que les rapports mondains en principe sont, au même titre que les autres rapports humains, susceptibles de donner naissance à de véritables contrats ; mais que dans certains cas, toutefois, les promesses intervenues à l'occasion de ces rapports pourront pratiquement ne pas obliger ceux qui les auront faites. Partant de cette idée, nous n'aurons plus qu'à admettre, avec Demolombe, que l'objet sur lequel la convention a porté, son importance plus ou moins grande, les conditions dans lesquelles elle a pris naissance, et la qualité des parties, sont des circonstances dont il faudra tenir le plus grand compte dans l'interprétation de la convention, et qui pourront, suivant le cas, la hausser à la dignité de contrat ou la faire rejeter hors des limites de protection du Droit. (1) C'est ainsi seulement que l'on pourra, selon nous, reconnaître sans difficulté qu'un père n'est pas obligé envers son fils à qui il a promis, en récompense de son travail, une bicyclette ou un voyage ; que je

(1) DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon. Traité des contrats*, p. 11.

ne suis pas tenu envers un ami avec qui j'ai simplement convenu, en discutant, de la justesse d'une opinion philosophique ; que ma responsabilité contractuelle ne doit pas, en cas d'inexécution, être engagée par le fait que j'avais promis à un ami, pour lui faire plaisir, de faire un voyage d'agrément dans son pays ; ou parce que j'avais convenu avec une tierce personne que nous irions ensemble au spectacle. C'est dans le même esprit que nous avons estimé devoir retenir en passant, lors de l'examen de la doctrine de Kohler, sa théorie des « symptom » si parfaitement intéressante du point de vue de l'interprétation de ce genre de conventions.

Nous le répétons donc : rien ne s'oppose à *a priori* à ce que l'on considère les rapports mondains comme compris dans la source commune des obligations contractuelles. Dans la plupart des cas, en effet, les conditions d'existence du contrat se trouvent réunies dans la forme comme dans le fond. Il nous paraît en conséquence qu'on commet un véritable contre-sens juridique en venant affirmer comme on le fait que le rapport mondain, à cause de sa nature ou de la modicité de l'objet sur lequel il porte et aussi des circonstances ou de l'intention des parties, ne saurait et ne doit jamais comporter d'effet civil. La vérité, à notre avis, nous l'avons dit, réside au pôle opposé. Les promesses et engagements intervenus au cours des relations mondaines sont de même nature que les engagements et les promesses nés à l'occasion des autres rapports auxquels le Droit n'hésite pas à donner sa sanction. Ils devront donc être reconnus contractuellement. Cependant, comme toute règle comporte des exceptions, il conviendra de rejeter pratiquement hors des limites de protection de la loi

certaines promesses, certains engagements, dénués d'intérêt ; et cela en tenant compte des circonstances, de leur objet ou de leur nature, et de la qualité des parties. L'exécution de ces conventions n'étant plus désormais garantie par aucun principe de coercition positive, on se trouvera dès lors en présence de ces obligations que nous avons vu nommer « imparfaites » et leur accomplissement se trouvera, par la force même des choses, abandonné à la seule sanction fuyante et platonique de la conscience.

Dans notre théorie, la règle généralement admise qui bannit du domaine du droit globalement, tous les rapports mondains se trouverait ainsi renversée, et nous ne l'y maintiendrions plus qu'à l'état, précaire, et, selon nous, plus juste, de simple exception.

Examinons à présent s'il ne nous serait pas possible de trouver sur le terrain de la doctrine un appui à cette thèse.

Une théorie, que l'on a professée en Allemagne, par réaction à notre théorie classique de « l'autonomie de la volonté » et que nous devons à M. Saleille de l'avoir le premier fait connaître chez nous, pourrait peut-être nous fournir une première base. Il s'agit de la théorie de la « déclaration de volonté ». (1) Il est facile en effet de se rendre compte de quelle aide précieuse elle peut nous être. Qu'importent, disent les partisans de cette théorie, les variations intervenues dans la volonté des parties postérieurement à leur consentement mutuel ; qu'importent leurs réticences mentales au moment même de l'accord des volontés. On a déclaré consentir à s'engager envers quelqu'un qui a déclaré vous en offrir les moyens ; il y a là

(1) Rf. BULOW, *Das Geständnisrecht*, p. 106 et suiv.

« deux faits sociaux », deux faits qui sont chacun connaissables pour tout le monde et qui, par conséquent, ont chance quand on les invoquera de ne surprendre personne. Il devient impossible après coup d'escobarder, d'arguer de quelque intention secrète ou de quelque omission accidentelle. C'est net, c'est clair, dès le début, et c'en serait fini ainsi des difficultés périlleuses de l'interprétation judiciaire. On supprimerait, de cette façon, les arguties commodes, un peu déloyales, et le crédit social ne pourrait s'en trouver qu'amélioré et la morale des rapports humains assainie.

Mais cette opinion, pour séduisante qu'elle soit, comporte malheureusement des conséquences inadmissibles. Soutenir, en effet, une conception aussi formaliste et aussi absolue, serait reconnaître du même coup que tous les rapports mondains doivent, au même titre que tous les autres, être consacrés juridiquement. Pareille solution est évidemment abusive, nous l'avons reconnu bien volontiers, et nous n'y reviendrons pas. Pour être reçue, cette opinion doit être amendée, corrigée, complétée par une idée nouvelle. Une autre théorie va nous en fournir le moyen. C'est la théorie de Schlossmann.

Cette théorie, pour excessive qu'elle soit encore, présente du moins sur la théorie précédente un avantage de logique et de souplesse. Grâce à elle, on rouvre la porte à l'interprétation. Nous verrons seulement qu'on s'est engagé, selon nous, trop loin dans cette voie. Il nous faudra donc ramener l'idée de Schlossmann à plus de mesure et de modération, après quoi, adjoignant cette théorie à celle de la déclaration de volonté déjà examinée, nous serons tout simplement revenus, ce nous semble, à la théorie contractuelle des rapports mondains que nous avons précédemment soutenue.

Schlossmann (1), en face des difficultés d'interprétation que soulève bien souvent l'existence des contrats, (et n'est-ce pas surtout le cas pour les rapports mondains tels que les envisage la théorie classique ?) en particulier à propos du point de savoir si les parties ont eu ou non l'intention de s'obliger, pose, en ces termes, le cercle vicieux dans lequel tournent à ce sujet les partisans de la théorie de l'autonomie de la volonté : Quand y a-t-il obligation ? Quand il y a contrat. — Quant y a-t-il contrat ? Quand il y a obligation. Le système qu'il propose pour résoudre le problème consisterait à abandonner au juge, au nom de l'équité, le pouvoir souverain de fixer le caractère obligatoire de la convention intervenue entre les parties, et par conséquent de le nier ou de le créer à volonté en n'appliquant aux espèces à lui soumises d'autre règle que sa conscience.

Evidemment, comme nous l'avons dit, ce système est excessif et il n'est guère possible d'admettre que, préalablement à la sentence, il n'existe que des faits et point de droits, le juge seul pouvant donner au droit, à l'obligation leur existence. Ce qu'il convient pourtant de souligner et de retenir dans cette théorie, c'est la prépondérance éminente accordée à l'appréciation du juge. La fantaisie des parties, leur volonté souveraine dans les limites de la loi, ne suffisent plus ; la conscience du juge aura seule le pouvoir de décider sur le rapport litigieux qui lui est soumis, et elle le fera, en toute liberté, affranchie de la règle juridique, souvent trop étroite et trop rigide. C'est ainsi que chaque fois que l'équité sera engagée, le juge, sortant de sa contrainte positive, s'appliquera à trancher le

(1) Rf. Schlossmann *Der Vertrag*.

différend à lui soumis suivant les principes du juste et de l'utile, ces grands fondements de tout l'art juridique. Cette théorie, avec son extension sage et modérée des pouvoirs du juge, jointe à celle de la déclaration de volonté n'est pas loin, nous l'avons dit, de la théorie que nous avons nous-mêmes essayé de construire.

Ces deux systèmes ont manifestement été inspirés à leurs auteurs par un esprit de réaction contre le principe souvent abusif de l'autonomie de la volonté qui domine en France la matière du contrat. N'est obligé qui ne veut, dit-on communément à l'appui de ce principe. Sans doute ; mais pour quelle raison aussi, un engagement qui remplit toutes les conditions d'un véritable contrat, — ce qui arrive dans la plupart des cas, — parce qu'il est intervenu entre des personnes qui ne sont engagées dans aucun lien juridique antérieur, se trouverait-il dépourvu de la sanction légale ordinaire ?

Est-il juste ou même utile de dédoubler ainsi la personnalité juridique de l'homme, de telle façon qu'à l'occasion de situations matérielles, identiques, son activité doive, suivant les cas, tomber sous l'application de règles de droit contraires ? A quel principe attribuer la légitimité de cette différence de traitement, de cette véritable législation de classe ?

Le consentement — un consentement sérieux — ne doit-il pas produire partout et toujours le même effet, à savoir : obliger les parties l'une envers l'autre, cette obligation étant garantie éventuellement par une contrainte extérieure ? C'est pourquoi, chaque fois que l'équité est engagée, au lieu des satisfactions juridiques que nous avons vu — bien parcimonieusement d'ailleurs — accordée sur la base d'une obligation

légale dérivée de l'accomplissement d'un délit ou d'un quasi-délit, nous trouverions plus logique de voir les Tribunaux, agissant en cela conformément, selon nous, aux principes positifs du Droit, s'engager dans la voie des réalisations contractuelles.

Section II. — LE RAPPORT MONDAIN ET L'OBLIGATION NATURELLE

A défaut de l'investiture contractuelle que l'on a refusée jusqu'à ce jour aux engagements nés des relations mondaines, — ne pourrait-on du moins songer à un autre moyen de protection auquel la loi ne s'opposerait pas non plus, et contre lequel nous ne risquerions pas de trouver autant d'opposition ni d'intransigeance ? Voici la question : si à l'occasion de rapports non conventionnels, dans les cas où l'on refuse de reconnaître l'existence d'un contrat, et aussi dans ceux où à raison des circonstances de la cause, il n'y a véritablement aucun lien contractuel de formé, une personne vient à causer à une autre un préjudice dont elle n'est pas judiciairement déclarée responsable, pourra-t-on, dans ces cas, admettre que l'auteur du préjudice se trouve désormais quitte à l'égard de la victime ? Ou bien devra-t-on reconnaître au contraire qu'il demeure tenu envers elle d'une véritable obligation naturelle ? Autrement dit si, poussé par sa conscience, l'auteur du délit ou du quasi-délit offre volontairement une indemnité à sa victime, pourra-t-on dire qu'il a, ce faisant, acquitté une véritable dette non sujette à répétition, susceptible d'être novée ou cautionnée ; ou bien y aura-t-il seule-

ment lieu de reconnaître, dans ce fait, l'accomplissement d'une pure libéralité ?

Le Tribunal de la Seine, dans une décision du 17 juin 1911 (1) a admis que le fait pour l'auteur d'un mauvais conseil financier de promettre d'indemniser sa victime impliquait de sa part reconnaissance d'une obligation naturelle véritable. Or, quel meilleur exemple que celui que cite ici la jurisprudence ! Ce renseignement, émanant d'une personne désintéressée, porte assurément la marque qui caractérise au premier chef les rapports mondains de complaisance, et nous avons vu, à leur place, les nombreuses décisions judiciaires auxquelles ont donné lieu les prestations de ce genre.

Mais l'espèce analysée par la jurisprudence de la Seine présente ceci de particulier et d'intéressant, qu'elle pose un cas de préjudice sans faute. Le renseignement, bien que mauvais, entaché d'imprudence, et donc fautif en principe, se trouve cependant, en raison des circonstances (complaisance et gratuité), n'entraîner aucune responsabilité à la charge de son auteur. Le préjudice n'en demeure pas moins certain et l'auteur, quoique libéré par la loi, mais non pas par sa conscience, a voulu réaliser un acte d'équité en payant une indemnité à la victime.

Le Tribunal de la Seine a très bien jugé, selon nous, en décidant que l'auteur de l'acte dommageable n'avait fait qu'exécuter là une véritable obligation naturelle. En effet, l'exercice d'une activité consciente ne peut et ne doit, sous le seul prétexte d'une inspiration de complaisance ou par le fait de la simple appropriation d'un usage, bénéficier d'une

(1) Trib. Seine, 17 juin 1911 ; *Gaz. Trib.*, 1911, 2^e semes., 2, 51.

complète immunité, quand cette activité a engendré un préjudice. Il ne peut paraître que juste, au surplus, en cette matière des rapports mondains, après les faveurs dont la jurisprudence comble l'auteur du délit ou du quasi-délit, qu'elle admette au moins la victime du préjudice à la portion congrue de l'obligation naturelle.

Examinons maintenant si, à côté de l'équité qui prêche en faveur de cette solution, les principes du droit conduisent également à reconnaître dans ce cas une obligation naturelle. C'est la question du critérium de la distinction entre l'obligation naturelle et le simple devoir moral.

Le travail est délicat et nous ne l'entreprendrons pas, car il ne saurait rentrer dans le cadre de cette étude. Nous nous bornerons seulement à dire un mot des systèmes respectifs de la jurisprudence et de la doctrine, quitte à renvoyer, pour de plus amples détails, aux ouvrages spéciaux, et notamment aux nombreuses thèses auxquels le silence de la loi sur cette question a donné naissance. (1)

La doctrine et la jurisprudence ne partagent pas sur ce point la même façon de voir.

La jurisprudence demeurée constante, dans sa fidélité aux idées professées sur la matière au XVIII^e siècle, procède étroitement, aujourd'hui encore, dans sa théorie, de la définition

(1) BOUCHER, *Des obligations naturelles*. Thèse Douai 1880. GUIGOU, *Les obligations naturelles en Droit Romain et en Droit Français*. Thèse Caen 1893. SERRIAU, *Essai sur les Obligations naturelles*. Thèse Paris 1906. BARRAUD, *Obligations naturelles*. Thèse Paris 1908. BAUDET, *Essai d'une Théorie générale des obligations naturelles*. Thèse Lille 1909. JONESCO, *Obligations naturelles*. Thèse Paris 1912. BARREAU, *Les obligations de conscience en Droit civil*. Thèse Caen 1915.

que donnait Pothier : « Les obligations naturelles sont celles qui dans le for de l'honneur, de la conscience obligent celui qui les a contractées à l'accomplissement de ce qui y est contenu. » Pothier ajoutait : « On ne doit pas confondre les obligations naturelles avec les obligations imparfaites ; celles-ci ne donnent aucun droit à personne contre nous-mêmes, dans le for de la conscience..... au contraire les obligations naturelles donnent à la personne envers qui nous les contractons un droit contre nous, non pas à la vérité dans le for extérieur, mais dans le for de la conscience. (1) »

Ce qui pourrait s'exprimer en disant, avec M. Planiol (2), que l'obligation naturelle comprend tout ce qui n'est ni une obligation civile munie d'action, ni une pure libéralité.

C'est ainsi que nos Tribunaux reconnaissent une obligation naturelle dans tous les cas où ce qui est promis ou donné, en dehors de toute obligation civile, ne peut pas être considéré comme une donation inspirée par une pure idée de bienfaisance ou de gratification.

En doctrine, par contre, les auteurs font en général une distinction et s'attachent à marquer la différence qui existe entre le simple devoir moral et l'obligation naturelle.

MM. Aubry et Rau ne reconnaissent comme obligations naturelles que les devoirs qui « seraient légitimement et rationnellement susceptibles de devenir l'objet d'une coercition extérieure, mais que le législateur n'a pas jugé convenable de reconnaître comme obligation civile ». (3) Ce crité-

(1) POTHIER, *Traité des obligations*, § 197.

(2) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 119.

(3) AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil Français*, t. IV, § 297, p. 5.

rium opérant à l'inverse de celui de la jurisprudence, semble devoir diminuer singulièrement le champ de l'obligation naturelle. Mais ce n'est là qu'une illusion. Nous trouvons en effet, plus loin, un correctif qui, on va le voir, rouvre la porte toute grande à l'admission de ses obligations : « Lorsque, ajoutent ces savants auteurs, les engagements contractés ou les paiements effectués pour obéir à un simple sentiment d'équité, de conscience, de délicatesse ou d'honneur..... ont eu pour mobile le devoir de ne pas s'enrichir au dépens d'autrui en conservant un bénéfice même légitimement acquis, ou de réparer un dommage qui ne serait pas imputable à faute, et dont, par ce motif, on ne se trouverait ni civilement ni même naturellement responsable, ils doivent être considérés comme ayant une cause intéressée, juridiquement suffisante, et rentrant pour la forme, comme pour le fond, plutôt dans la classe des actes à titre onéreux que dans celle des actes de pure libéralité ». (1)

Nous relevons en outre, dans l'énumération qu'on nous donne des principales obligations naturelles, d'abord « les engagements résultant de conventions licites et valables en elles-mêmes, mais pour la poursuite desquels le législateur, par des raisons d'utilité sociale, n'a pas cru devoir accorder d'action aux créanciers ». (2) Et enfin, clôturant la liste, « les engagements que les parties ont qualifié d'honneur, ou qui, d'après leur intention commune, ne devaient pas donner au créancier d'action en justice ».

On revient ainsi, on le voit, après un détour, à la théorie

(1) AUBRY et RAU, *Op. cit.*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 7.

que la jurisprudence avait paru d'abord résolument écarter : il appartiendra au juge d'apprécier les circonstances, l'intention des parties. On lui rend la liberté de reconnaître l'existence d'une obligation chaque fois que ce qui est promis ou versé ne peut pas être considéré comme une libéralité.

D'autres auteurs ont cherché le fondement de la distinction du simple devoir moral et de l'obligation naturelle dans l'idée de libéralité. M. Demogue, notamment, écrit : « La conception des obligations naturelles répugne à toute idée de libéralité. Il y a un antagonisme absolu entre l'acquittement d'une obligation naturelle et la donation : ce sont des opérations qui s'opposent ». (1)

Ce simple coup d'œil, jeté sur la doctrine, va nous permettre quand même, nous l'espérons, de justifier en droit la décision judiciaire que nous avons rapportée plus haut. L'engagement pris par le mauvais conseiller n'a-t-il pas précisément pour mobile de « réparer un dommage qui ne lui est pas imputable à faute » et dont « il ne se trouvait pas civilement responsable » ? Par ailleurs, son geste pourrait-il raisonnablement s'interpréter comme une libéralité ? « Il serait en effet excessif, poursuit M. Demogue, de considérer comme une pure donation un pareil acte qui dérive sans doute d'une conscience scrupuleuse, qui a une autre cause qu'une simple affection et qui n'est pas un simple devoir de portée imprécise. » (2)

L'auteur du mauvais conseil financier a conscience qu'il a été la cause déterminante du fait d'où est résulté la perte

(1) DEMOGUE, *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1912, p. 181.

(2) DEMOGUE, *Op. cit.*

d'argent subie par la victime. Sans lui celle-ci aurait agi autrement et sa fortune n'aurait peut-être pas été atteinte. Son devoir est donc de réparer, sinon civilement, puisqu'en pareille matière les Tribunaux absolvent de toute faute, mais, naturellement, conformément à l'équité, principe suprême qui doit dominer tous les préceptes de Droit. Il était « lié » par sa conscience et par le droit naturel ; il n'était donc pas libre. Et n'étant pas libre, comment aurait-il pu faire une libéralité ?

Un dernier point se pose : cette idée d'obligation naturelle que nous trouvons ici, si parfaitement justifiée, ne pourrait-on pas la généraliser et l'étendre à tous les cas où le rapport mondain ayant posé une question de responsabilité se trouverait néanmoins n'être pas sanctionné par la loi, le fait préjudiciable n'étant pas imputable à faute ?

Pour essayer de répondre à cette question, nous allons reprendre la classification déjà faite en rapports mondains purs et en usages non obligatoires :

A) *L'obligation naturelle et les rapports mondains purs*

Les actes accomplis à l'occasion de ces rapports, nous l'avons vu, ne sauraient *ipso jure* donner naissance à aucun droit, ni conférer aucune action. La victime de l'accident d'automobile, du moment qu'elle était transportée à titre gracieux et pour son agrément, ne peut triompher contre le propriétaire de l'automobile qu'à la condition de prouver contre lui une faute. Celui-ci sera donc, dans bien des cas, absous par les Tribunaux.

Admettons cependant que poussé par sa conscience, celui-

ci se décide, après coup, à indemniser la victime ou ses héritiers. Pourra-t-on raisonnablement prétendre que le propriétaire de l'automobile a, en agissant ainsi, voulu faire seulement une libéralité ou un acte de charité ?

Cette objection ne saurait résister à l'examen. Pour faire une libéralité, nous l'avons déjà dit, il faut être libre. Or, ici, n'est-il pas certain jusqu'à l'évidence que l'auteur de l'accident s'est, dans son « for intérieur », reconnu tenu d'une véritable obligation, et que cette conviction intime, il la devait à cette idée que, volontairement ou non, il avait été la cause au moins occasionnelle du préjudice causé à la victime.

Cette solution se rattache au surplus, directement à la théorie de Pothier, au système de la jurisprudence et aux idées, exposées plus haut, de MM. Aubry et Rau.

Les promesses mondaines elles-mêmes, sous les réserves que nous avons indiquées, ne peuvent-elles pas en effet rentrer dans le champ d'application de cette formule de MM. Aubry et Rau : Les obligations naturelles comprennent aussi « les engagements résultant de conventions licites et valables en elles-mêmes, mais pour la poursuite desquels le législateur, par des raisons d'utilité sociale, n'a pas cru devoir accorder d'action au créancier » ; ou mieux encore dans cette autre des mêmes auteurs : les obligations naturelles comprennent enfin « des engagements... qui, d'après leur intention commune (des parties), ne devaient pas donner au créancier d'action en justice ? »

Le raisonnement formulé ci-dessus, dans l'espèce particulière du Tribunal de la Seine, nous paraît pouvoir s'adapter facilement à tous ces cas. Quel obstacle demeure donc pour s'oppo-

ser à l'admission possible d'une obligation naturelle dans tous les actes nés à l'occasion des rapports mondains purs ?

B) *L'obligation naturelle et les usages non obligatoires*

Nous avons rencontré à leur place les différends nés à propos du gentleman-rider, des titres d'usage, de l'omission du nom d'un membre de la famille sur un faire-part, etc... Quelle que soit l'opinion définitivement admise sur la nature de ces usages : que l'on soit d'avis d'y trouver les éléments nécessaires d'un contrat, ou bien, au contraire, que l'on rejette systématiquement cette idée, aucune impossibilité, puisée aux principes de la matière, ne nous semble ici encore, à défaut de sanction civile, devoir empêcher que l'on reconnaisse chez celui qui a promis, ou créé un dommage non imputable à faute, l'existence d'une véritable obligation naturelle.

Le même raisonnement nous servirait à justifier cette idée, comme précédemment. Nous n'y reviendrons donc pas.

Nous arrivons ainsi à conclure sur ce point. Nul obstacle de principe ne s'y opposant, dans tous les cas où il aura été agi par complaisance, courtoisie ou usage et chaque fois, en outre, qu'un intérêt appréciable sera en cause, on devra, nous le croyons, reconnaître l'existence d'une obligation naturelle.

Au surplus, la jurisprudence incline franchement vers la solution que nous préconisons. En effet, le contact journalier des réalités de la vie les plus diverses, l'a, à juste raison, portée à faire une adaptation très large des principes et à admettre de plus en plus fréquemment l'idée d'obligation naturelle. Son

système, nous l'avons vu, tend à reconnaître l'existence d'une pareille obligation chaque fois que ce qui est promis ou donné ne dérive ni d'une obligation civile munie d'action, ni d'une pure libéralité. C'est pourquoi après les difficultés considérables auxquelles nous nous sommes heurtés en soutenant une théorie contractuelle des rapports mondains, — théorie contre laquelle, il faut bien le reconnaître, sont liguées trop de puissantes autorités pour qu'il nous soit permis de croire que, dans ce concert de réprobation, notre faible voix discordante puisse raisonnablement prétendre à être entendue et à ouvrir des voies nouvelles — il nous plaît, sur ce point du moins, d'espérer, en présence des résistances moins fortes que nous avons rencontrées, qu'un jour, prochain peut-être, la Jurisprudence arrivera à introduire en cette matière plus de justice, et à reconnaître notre manière de voir. Ce serait, en effet, on le sent, d'un principe inutilement rigoureux, injuste même, de décider que, partout et toujours, un préjudice occasionné sans faute ne doit jamais engendrer, pour son auteur, d'obligation d'aucune sorte. Une pareille théorie ne peut procéder, à notre sens, que d'un respect trop rigide des traditions, à bien des égards, déplorable et inique.

Il faut bien le redire : la loi, trop souvent, a besoin d'être tempérée dans ses conséquences extrêmes par le souffle fécondant du grand principe d'équité ; aussi appartient-il au juge qui est dans la pratique l'organe d'expression de la loi d'être, en même temps que son serviteur fidèle, le dépositaire de ce patrimoine idéal. Son rôle, en effet, est autant d'appliquer la loi dans sa lettre que de la mettre en harmonie avec les intérêts en conflit qui lui sont soumis. Tout en sauvegardant les prin-

cipes, chaque fois que ces mêmes principes ne s'y opposeront pas, il devra donner, dans la mesure du possible, satisfaction à ceux de ces intérêts que la règle de droit, d'inspiration générale, aurait sacrifiés. C'est à ce prix seulement que peuvent régner la justice et la paix sociales.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons été amené à penser, à la suite de notre éminent maître, M. Demogue, que « d'une façon générale, quand une personne a contribué à causer un préjudice à autrui, mais que, d'après la loi, elle n'est pas responsable, on peut accepter qu'il y ait pour elle une obligation naturelle d'indemniser celui qui est lésé ». (1)

D'aucuns pourront prétendre sans doute que de leur nature les « rapports mondains » sont libres et qu'une réglementation légale intervenant ne pourrait que porter atteinte à l'existence même de nos traditions de courtoisie et d'obligeance. Qu'on vienne, disent-ils, à multiplier les cas de responsabilité dans ces sortes de rapport, et nous exposerons cette partie — une des plus pures — de notre patrimoine national à diminuer de façon proportionnelle.

Outre que nous ne croyons, à aucun moment au cours de ce travail, avoir soutenu une théorie pouvant porter réellement préjudice à la liberté de ces rapports, nous sommes très éloignés de penser que, même une réglementation légale de ces rapports, si elle est organisée de façon souple et prudente, puisse influencer, de la façon que l'on vient d'indiquer, cette forme de l'activité sociale.

En tout état de cause, la théorie, que nous venons d'essayer

(1) DEMOGUE, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1912, p. 181.

de déduire des principes relatifs à l'obligation naturelle, ne nous paraît pas de nature à justifier de pareilles pusillanimités. L'essence de l'obligation naturelle, en effet, est de ne revêtir une existence positive et légale que du moment où le débiteur consent à l'exécuter. La liberté qui préside aux rapports mondains se retrouve ainsi dans leur sanction éventuelle, et le juge, pas plus que la loi, ne peuvent la forcer.

Sans doute encore, si celui qui a promis « avec réflexion » ne s'exécute pas, change de volonté sans de « justes motifs » « les lois, dans ces cas, n'arment pas la justice contre lui, mais elles l'abandonnent au tribunal sévère de l'opinion et le notent d'improbité, par cette sentence accablante : *grave est fidem fallere* ». (1) Sans doute, enfin les manquements dans les usages de politesse et de bienséance « se traduiront par une sorte d'insécurité intime d'une part, et de l'autre, dans une désapprobation publique dont le point suprême serait la disqualification caractérisée ». (2) Mais légalement la liberté des parties demeure entière.

Si nous nous sommes attachés à soutenir avec insistance une théorie de l'obligation naturelle dans les « rapports mondains », c'est à cause des conséquences juridiques connues qui s'attachent à ce genre d'obligation, et qui lui assignent, dans le droit privé, un rôle considérable.

Les obligations naturelles, on le sait, peuvent servir de base à un paiement ; elles peuvent, en outre, être novées (3) ; elles

(1) TOULLIER, *Op. cit.*, p. 4.

(2) GENY, *Science et technique en Droit privé positif*.

(3) La jurisprudence l'admet facilement : Nancy, 21 juin 1902, S. 1903, 2, 34 ; Toulouse, 5 avril 1892, S. 1892, 2, 155 ; Montpellier, 30 janvier 1893, S. 1894, 2, 84.

peuvent aussi être cautionnées. Ces avantages, pour réduits qu'ils apparaissent, n'en demeurent pas moins réels. Ils sont de nature à adoucir la situation du créancier de ces obligations, et notamment celle particulièrement défavorable, qui est faite la plupart du temps à celui que les actes accomplis, à l'occasion des relations mondaines, a lésé.

Tous ces points successivement examinés et discutés, c'est à cette thèse de l'obligation naturelle, que nous venons de défendre, que nous nous rallierons en définitive. Elle présente, indépendamment des avantages juridiques que nous avons vus, celui nullement négligeable, du point de vue pratique, de ne s'opposer ni à la théorie de la jurisprudence, ni à celle de la doctrine ; bien au contraire elle s'y ajoute et paraît devoir en constituer l'heureux et nécessaire complément.

Malgré les conséquences juridiques que nous avons signalées à la qualité d'obligation naturelle, sans doute la ressource demeure-t-elle encore bien précaire. Aussi est-il à peine besoin de dire que nous ne proposons cette théorie que comme un pis-aller. Du moins cependant cette idée nouvelle viendrait-elle heureusement tempérer d'une certaine façon la rigueur bien souvent excessive dont fait preuve la pratique judiciaire à l'égard des « rapports mondains ». Grâce à elle ainsi, conformément à une saine tradition juridique, se trouvera réalisé, sur ce point, une meilleure harmonie entre la Justice et le Droit.

Voilà pourquoi, à défaut de mieux, à défaut de la consécration contractuelle, que nous eussions désirée et que nous nous sommes efforcés, au cours d'un précédent chapitre, de

rendre acceptable, nous avons essayé de faire triompher la thèse de l'obligation naturelle.

Si le résultat que nous préconisons venait à être atteint, ce serait un grand progrès sur l'état actuel et le « rapport mondain » se trouverait avoir franchi d'un coup une étape considérable. Nous pourrions, quant à nous, estimer que notre travail n'aurait pas été tout à fait vain, et nos modestes efforts se trouveraient encore récompensés bien au delà de leur faible mérite.

CONCLUSION

Devra-t-on rejeter le « rapport mondain » hors des limites où s'exerce l'influence protectrice de la loi ? Ne sera-t-il pas plus équitable, au contraire, de lui conférer ce droit de cité juridique auquel ne s'oppose sérieusement, nous l'avons vu, aucun obstacle de principe ?

Ces questions que nous avons tenté de résoudre, au cours de cet exposé sommaire, posent en réalité le problème, intéressant à beaucoup d'égards, de la frontière du Droit.

Le champ de protection du Droit comporte-t-il des limites fixes, immuables, et les actes humains, auxquels il ne s'étend pas présentement, ne doivent-ils conserver aucun espoir d'y accéder quelque jour ? Ne doit-on pas plutôt considérer le Droit comme un organisme vivant, capable d'assimilation et de progrès, qui puise les éléments de son existence non seulement dans son propre fond, mais encore dans les faits qu'il doit régir, dans le cours changeant des choses et des gens, en un mot dans la vie ?

Nous pensons quant à nous que le Droit ne doit être ni uniquement dogmatique, ni uniquement empirique. Il n'a pas plus été fait, exclusivement, pour les hommes, que les hommes pour le Droit. Mais celui-ci pour remplir utilement son rôle de discipline et d'éducation sociale devra toujours se maintenir au niveau exact des idées, des besoins, des ten-

dances, des mœurs, en un mot, du milieu humain, dans lequel il aura à exercer son action. S'il voulait conserver son autorité et sa vitalité, le précepte juridique devait fatalement s'adapter au moment du Temps, à la forme de la Société qu'il avait à régir. C'est sous l'empire de cette nécessité pressante que toutes les institutions juridiques ont évolué au cours des siècles.

Cette évolution généralement constatée est particulièrement intéressante à considérer en ce qui concerne le domaine de l'obligation civile, qui passe pourtant pour être celui auquel le Temps aurait le moins touché.

Les Romains, rudes et frustes, de la première époque du Droit, ont besoin de formalités extérieures (*verba, litteræ, res*) pour matérialiser la volonté des parties et la rendre sensible à leur entendement. Celle-ci, à elle seule, en effet, est incapable de faire naître autre chose qu'un simple pacte, ou pacte nu (*nudum pactum*), sans effets juridiques. Puis le Droit progresse ; et on distingue alors dans l'échange des volontés, l'élément purement psychique, essentiel, et la manifestation matérielle de ce consentement. On conserve en principe l'obligation des formalités solennelles, mais pour des raisons d'utilité pratique, le Droit civil en vient à reconnaître comme valables, par l'effet du seul consentement des parties, quelques contrats qui n'avaient jusque-là pas été sanctionnés. Ce sont les contrats « *consensu* » (la vente, le louage, la société, le mandat). A la suite du Droit Civil, le Droit Préto-rien accorde une exception aux pactes exempts de fraude et conformes à la loi (*exceptio pacti conventi*). Il admet en outre certains pactes au rang de conventions obligatoires (pactes

prétoiriens sanctionnés par une action *in factum*). Les Constitutions Impériales élargissent encore le domaine de l'obligation en conférant une action civile à certains autres pactes jusque-là sans valeur juridique (pactes légitimes). Dans le Droit germanique : même processus. Symbolisme d'abord, puis relâchement progressif des principes et élargissement de la source contractuelle sous l'empire de nécessités pratiques. C'est seulement le ^{xiii}^e siècle qui voit l'aboutissement de cette longue évolution. Les jurisconsultes de cette époque, Pierre de Fontaines, Beaumanoir, etc..., professent que la simple « convenance », c'est-à-dire l'accord de volontés des parties, est obligatoire par elle-même. Dès lors les pactes nus jouissent de la même protection juridique que les contrats. Ce n'est pas tout. Ce principe, admis et introduit dans le Droit, y produit rapidement une transformation complète. Le pacte ne se contente plus de vivre côte à côte avec l'ancien contrat sur un pied d'égalité ; il finit peu à peu par l'absorber et ne le laisse bientôt plus subsister qu'à l'état d'exception. C'était une véritable révolution de principes qui s'était ainsi opérée lentement depuis les Instituts de Gāus et de Justinien, par la seule force de l'évolution progressive des mœurs. Le Code Civil n'eut plus qu'à l'enregistrer. Mais depuis 1804, du moins, la matière des obligations est-elle restée immuable ? Pas davantage. Des mouvements nouveaux se sont produits ; des théories neuves sont nées, notamment sur l'idée de faute et de responsabilité ; des tendances originales se sont fait jour. Assurément les résultats de ces travaux n'ont pas toujours été accueillis par la doctrine ; ils n'en existent pas moins et constituent la preuve certaine de la gestation lente

et profonde qui s'opère continuellement dans ce domaine si vivant.

Nous ne rappellerons pas, même sommairement, les arguments qui nous ont servi dans cet ouvrage à justifier les théories que nous avons cru pouvoir soutenir. Ce qu'il nous plaît de souligner, une fois encore en terminant, c'est que nulle part, dans notre discussion, nous n'avons eu réellement à nous heurter à des principes établis, nous n'avons contredit à des vérités intangibles. Les seuls obstacles que nous ayons rencontrés sur le chemin de nos idées, n'ont été, il faut le reconnaître, que des lieux communs ou des préjugés que l'on a voulu plus ou moins inconsciemment élever à la hauteur de véritables principes.

Ils ne peuvent prétendre à cette dignité, nous croyons l'avoir établi. En tout cas, s'il en était besoin, et pour éprouver définitivement leur vanité, il suffirait de pénétrer l'esprit du courant régénérateur dont nous venons de retracer ici brièvement les étapes, de ce puissant courant libéral qui, patiemment, du fond de l'antiquité, est venu jusqu'à nous, affouillant toujours plus profondément le bloc résistant des dogmes rigides et des formes désuètes, élargissant ainsi, sans cesse, chaque jour le domaine des contrats et des obligations.

N'est-ce pas en particulier ce courant qui, à des époques différentes, a absorbé les actes de Don Manuel, de Commodat, de dépôt, de prêt et de mandat gratuits, et qui les a consacrés comme institutions comportant des effets spéciaux consacrés par le Droit ?

Cependant, la nature intermédiaire de ces rapports juridiques est très voisine de celle des « rapports mondains » :

comme eux, ils sont gratuits, comme eux, ils sont inspirés par une idée de bienveillance, de complaisance ou même de simple courtoisie. Ces institutions sont tellement proches de nos rapports que, dans bien des cas, il est quasi-impossible de faire entre eux une différence utile. Malgré cela, on reconnaît aux uns une valeur juridique, tandis qu'on refuse aux autres cette consécration, et qu'on s'acharne à ne vouloir les considérer que comme de simples rapports de fait auquel le Droit ne peut et ne doit conférer sa sanction.

Quoiqu'on dise, cette situation que l'on a voulu faire aux « rapports mondains » n'est ni logique ni équitable. Des intérêts réclament, que l'on a laissés arbitrairement sans protection suffisante. Force a bien été déjà qu'on leur accorde au sein de la société juridique un statut spécial. Il est encore bien médiocre, certes, et bien précaire. Mais l'évolution ne fait que commencer. Les conditions de la vie mondaine — au sens que nous lui avons donné — sont de plus en plus complexes et ont leur nécessité. Il faudra bon gré mal gré en tenir compte et le jour n'est pas loin, nous l'espérons, où elles seront assez fortes pour forcer le vieux cadre juridique et revendiquer utilement, outre la portion congrue qu'on leur a faite en marge du Droit, la protection efficace que leur importance sans cesse accrue leur mérite.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Les rapports mondains dans la Doctrine.....	14
<i>Section I.</i> — La Doctrine Française.....	14
<i>Section II.</i> — La Doctrine Etrangère.....	25
CHAPITRE II. — Les rapports mondains dans la Jurisprudence.....	36
<i>Section I.</i> — Les rapports mondains purs.....	37
A) Obligations contractuelles.....	39
B) Obligations délictuelles.....	41
<i>Section II.</i> — Les usages non obligatoires.....	44
A) Obligations contractuelles.....	47
B) Obligations délictuelles.....	48

DEUXIÈME PARTIE

NATURE JURIDIQUE DU RAPPORT MONDAIN.....	53
<i>Section I.</i> — Le rapport mondain et la théorie des contrats	54
<i>Section II.</i> — Le rapport mondain et l'obligation naturelle	64
A) L'obligation naturelle et les rapports mon- dains purs	70
B) L'obligation naturelle et les usages non obligatoires	72
CONCLUSION	78

LU ET APPROUVÉ :
Le Président,
DEMOGUE.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

